

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/21122]

**20 JUILLET 2022. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « Formation continue de l'ambulancier : manutention de personnes et/ou de patients – outils et aides techniques » (code 824102U21D1) classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition de l'enseignement de promotion sociale**

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 24 juin 2022,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « Formation continue de l'ambulancier : manutention de personnes et/ou de patients - outils et aides techniques » (code 824102U21D1) est approuvé.

Cette unité d'enseignement est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition de promotion sociale.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2022.

Bruxelles, le 20 juillet 2022.

V. GLATIGNY,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

—————  
VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/21122]

**20 JULI 2022. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het referentiedossier van de onderwijseenheid "Voortgezette opleiding van ambulancier: omgaan met personen en/of patiënten - werktuigen en rechtzetten zonder technische bijstand" (code 824102U21D1) ingedeeld op het niveau van het hoger secundair overgangsonderwijs van het onderwijs voor sociale promotie**

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 houdende overdracht van bevoegdheden op het gebied van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het eensluidend advies van de Algemene Raad voor sociale promotie van 24 juni 2022,

Besluit :

**Artikel 1.** Het referentiedossier voor de onderwijseenheid "Voortgezette opleiding van ambulancier: omgaan met personen en/of patiënten - werktuigen en rechtzetten zonder technische bijstand" (code 824102U21D1) wordt goedgekeurd.

Deze onderwijseenheid is ingedeeld op het niveau van het hoger secundair overgangsonderwijs voor sociale promotie.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2022.

Brussel, 20 juli 2022.

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34025]

**29 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations obligatoires destinées à la promotion des produits agricoles mentionnées à l'article D. 234 du Code wallon de l'Agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.59, D.60 et D. 234, tel que modifié par le décret du 12 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Produits des Grandes Cultures » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Horticulture » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Elevage et Viande » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Petit Elevage et Divers » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Agro-alimentaire » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne et la Commission wallonne pour l'énergie en Région wallonne ;

Vu l'avis l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mars 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022 ;

Vu le rapport du 17 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis n° 116/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 3 juin 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté détermine les secteurs de production soumis à la perception des cotisations obligatoires destinées à la promotion des produits agricoles et horticoles et des produits agricoles et horticoles transformés.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'abattoir public : l'abattoir exploité par un pouvoir public ou une association de pouvoirs publics dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne ;

2° l'abattoir privé : l'abattoir exploité par une personne physique ou morale de droit privé dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne ;

3° l'AFSCA : l'agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire ;

4° l'agence : l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité ;

5° le bovin : tout animal domestique de l'espèce bovine, à l'exclusion des veaux ;

6° les œufs : les œufs de gallinacés, colombidés et palmipèdes, en coquille et propres à la consommation, en l'état ou à l'utilisation par les industries de l'alimentation humaine ;

7° l'organisme agréé pour le contrôle et l'identification des animaux : association de lutte contre les maladies animales agréé par l'AFSCA conformément à l'arrêté royal du 26 novembre 2006 fixant les conditions d'agrément des associations de lutte contre les maladies des animaux et leur confiant des tâches relevant de la compétence de l'Agence ;

8° un palmipède gras : un palmipède ayant été gavé ;

9° les petits fruits ligneux : les framboises, les groseilles, les mûres, les myrtilles, le cassis, les raisins de table produits en Région wallonne ;

10° le pisciculteur : l'exploitant d'une pisciculture située en Région wallonne ;

11° le porc : tout animal domestique de l'espèce porcine, quel qu'en soit l'âge ou le sexe ;

12° le producteur de lait de vache : le détenteur de vaches de traite dont l'adresse des installations de l'unité de production est en Région wallonne ;

13° les produits d'œufs : les œufs, sans coquille, le jaune d'œuf et l'ovalbumine ;

14° les produits issus de l'agriculture biologique : les produits qui portent des indications se référant au mode de production biologique ou sur lesquels de telles indications seront apposées conformément au règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil ;

15° les travailleurs : les travailleurs et assimilés ressortissant à l'Office national de Sécurité sociale, à l'exception des travailleurs saisonniers, des apprentis et des stagiaires ;

16° le veau : tout animal domestique de l'espèce bovine, quel qu'en soit le sexe, tel qu'il figure dans les relevés mensuels de l'AFSCA ;

17° la viande : la chair musculaire, la graisse, les abats blancs et rouges d'un animal de boucherie ainsi que le sang et les os qui ne sont pas dégraissés, ni complètement débarrassés des fragments musculaires, l'animal jugulé avant la mort, dépouillé, éviscéré et habillé pour la boucherie, propre à la consommation humaine ;

18° la viande bovine : toute viande fraîche, réfrigérée, congelée et surgelée telle que définie au 17°, provenant d'un bovin ;

19° la viande de veau : toute viande fraîche, réfrigérée, congelée et surgelée telle que définie au 17°, provenant d'un veau ;

20° la volaille : les gallinacés, les colombidés et les palmipèdes vivant à l'état domestique.

CHAPITRE 2. — *Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière viande bovine*

**Art. 3.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière viande bovine et de ses produits sont pour, celui qui abat ou fait abattre des bovins ou des veaux dans un abattoir public ou privé paie à l'Agence, par animal abattu propre à la consommation humaine, de 2,50 euros par bovin et de 0,75 euro par veau, à l'exception des animaux importés.

De cette cotisation, 1,62 euro par bovin abattu et 0,375 euro par veau abattu sont portés au compte du fournisseur.

De cette cotisation, 0,88 euro par bovin abattu et 0,375 euro par veau abattu sont portés au compte de l'acheteur.

Si l'achat porte sur des parties de bovins découpés, la cotisation portée au compte de l'acheteur est fixée à 0,0022 euro par kilogramme de viande bovine.

Si l'achat porte sur des parties de veaux découpés, la cotisation portée au compte de l'acheteur est fixée à 0,0037 euro par kilogramme de viande de veau contenant des os et 0,0075 euro par kilogramme de viande de veau ne contenant pas d'os.

Les cotisations visées aux alinéas 2 et 3 sont mentionnées sur la facture.

Les abattoirs publics ou privés paient les cotisations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> à l'agence et en supportent les frais de perception.

**Art. 4.** L'agence fixe, par trimestre, le montant des cotisations prévues à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, dues par chaque abattoir public ou privé sur base d'une déclaration par les abattoirs reprenant le nombre d'animaux abattus ou les kilogrammes correspondant.

Cette déclaration est communiquée à l'agence, par e-mail ou par courrier, dans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration.

À défaut de communiquer cette déclaration dans le délai prescrit, l'agence peut facturer provisoirement le montant à verser sur la base de la totalité des cotisations facturées au cours de l'année précédente à l'abattoir.

Dès que les données d'abattage de l'année au titre de laquelle les cotisations sont dues lui sont communiquées par l'AFSCA, l'agence dresse une facture ou une note de crédit additionnelle afin de régulariser les cotisations déjà facturées sur la base de la totalité des cotisations dues pour cette année.

CHAPITRE 3. — *Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière porcine*

**Art. 5.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière porcine et de ses produits sont, pour celui qui abat ou fait abattre des porcs dans un abattoir public ou privé, de 0,25 euros par porc abattu, propre à la consommation humaine, à l'exception des animaux importés vivants.

De cette cotisation, 0,125 euro par porc abattu sont portés au compte du fournisseur des porcs.

De cette cotisation, 0,125 euro par porc abattu sont portés au compte de l'acheteur des porcs abattus ou un montant équivalent de 0,0015 par kilogramme de viande porcine, définie comme toute viande fraîche, réfrigérée, congelée ou surgelée, y compris les couennes, provenant d'un porc, est porté au compte de l'acheteur de parties de porcs découpés.

Les cotisations visées aux alinéas 2 et 3 sont mentionnées sur la facture.

Les abattoirs publics ou privés paient les cotisations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> à l'agence et en supportent les frais de perception.

**Art. 6.** L'agence fixe, par trimestre, le montant des cotisations prévues à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, dues par chaque abattoir public ou privé sur base d'une déclaration par les abattoirs reprenant le nombre d'animaux abattus.

Cette déclaration est communiquée à l'agence, par e-mail ou par courrier, dans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration.

À défaut de communiquer cette déclaration dans le délai prescrit, l'agence peut facturer provisoirement le montant à verser sur la base de la totalité des cotisations facturées au cours de l'année précédente à l'abattoir.

Dès que les données d'abattage de l'année au titre de laquelle les cotisations sont dues lui sont communiquées par l'AFSCA, l'agence dresse une facture ou une note de crédit additionnelle afin de régulariser les cotisations déjà facturées sur la base de la totalité des cotisations dues pour cette année.

CHAPITRE 4. — *Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière ovins et caprins*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière ovins et caprins et de ses produits sont, pour le détenteur de chèvres et de moutons, quel qu'en soit l'âge ou le sexe, élevé pour la production de viande ou de lait, de 0,25 euro par animal détenu.

§ 2. En vue de la perception des cotisations prévues au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'agence peut conclure une convention avec un organisme agréé pour le contrôle et l'identification des animaux afin que celui-ci perçoive la cotisation pour le compte de l'agence dans le cadre de sa mission de fourniture des moyens d'identification des animaux.

Dans ce cas, l'organisme agréé pour le contrôle et l'identification des animaux mentionne les cotisations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sur la facture adressée au détenteur.

L'agence fixe, par trimestre, les montants des cotisations due par l'organisme agréé pour le contrôle et l'identification des animaux sur base d'une déclaration reprenant le nombre d'animaux détenus.

§ 3. À défaut d'une perception par l'intermédiaire d'un organisme agréé pour le contrôle et l'identification des animaux, la cotisation est retenue par l'abattoir sur le paiement à effectuer au détenteur des animaux, à l'exception des animaux importés.

Dans ce cas, l'abattoir mentionne les cotisations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sur la facture adressée au détenteur.

L'agence fixe, par trimestre, les montants des cotisations due par l'abattoir sur base d'une déclaration reprenant le nombre d'animaux abattus.

À défaut de communiquer cette déclaration dans le délai prescrit, l'agence peut facturer provisoirement le montant à verser sur la base de la totalité des cotisations facturées au cours de l'année précédente.

Dès que les données de détention de l'année au titre de laquelle les cotisations sont dues lui sont communiquées par l'AFSCA, l'agence dresse une facture ou une note de crédit additionnelle afin de régulariser les cotisations déjà facturées sur la base de la totalité des cotisations dues pour cette année.

Cette déclaration est communiquée à l'agence, par e-mail ou par courrier, dans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration.

CHAPITRE 5. — *Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière avicole et cunicole*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière avicole et cunicole et de ses produits sont déterminées comme suit :

1° les abattoirs de volaille publics ou privés agréés par l'AFSCA paient une cotisation annuelle de 100 euros ainsi qu'une cotisation de 0,0025 euro par volaille abattue, à l'exception des palmipèdes gras pour lesquels une cotisation de 0,0125 euro par animal abattu est due, avec une cotisation maximale de 10.000 euros par abattoir ;

2° les détenteurs qui élèvent en Région wallonne de la volaille pour la production de viande ou d'œufs de consommation paient une cotisation annuelle de :

- a) 50 euros pour les détenteurs ayant une capacité d'élevage comprise entre 200 et 3.000 bêtes ;
- b) 70 euros pour les détenteurs ayant une capacité d'élevage comprise entre 3.001 et 5.000 bêtes ;
- c) 80 euros pour les détenteurs ayant une capacité d'élevage comprise entre 5.001 et 13.000 bêtes ;
- d) 90 euros pour les détenteurs ayant une capacité d'élevage comprise entre 13.001 et 30.000 bêtes ;
- e) 100 euros pour les détenteurs ayant une capacité d'élevage comprise entre 30.001 et 40.000 bêtes ;
- f) 110 euros pour les détenteurs ayant une capacité d'élevage comprise entre 40.001 et 50.000 bêtes ;
- g) 120 euros pour les détenteurs ayant une capacité d'élevage comprise entre 50.001 et 60.000 bêtes ;
- h) 130 euros pour les détenteurs ayant une capacité d'élevage à partir de 60.001 bêtes ;

3° les centres d'emballage d'œufs établis en Région wallonne paient une cotisation annuelle de 75 euros s'ils ont une capacité technique de triage maximale comprise entre cinq mille œufs à l'heure et quinze mille œufs à l'heure, et 125 euros s'ils ont une capacité technique de triage maximale égale ou supérieure à quinze mille œufs à l'heure ;

4° tous les grossistes du commerce des œufs établis en Région wallonne paient une cotisation annuelle de 75 euros ;

5° les entreprises établies en Région wallonne qui ont accessoirement des produits d'œufs dans leurs activités paient une cotisation annuelle de 37,5 euros ;

6° les entreprises spécialisées en produits d'œufs paient une cotisation annuelle de 300 euros si leur installation dispose d'une capacité réelle de pasteurisation inférieure à trois tonnes à l'heure ou une cotisation annuelle de 745 euros si leur installation dispose d'une capacité réelle de pasteurisation de trois tonnes à l'heure ou plus ;

7° les casseries d'œufs, définies comme tout établissement qui traite des ovoproduits dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne, paient une cotisation annuelle de 37,5 euros ;

8° les couvoirs paient une cotisation annuelle en fonction de leur capacité d'accoupage :

- a) 62 euros pour une capacité de plus de mille jusqu'à cent mille œufs inclus ;
- b) 100 euros pour une capacité de plus de cent mille jusqu'à deux cent mille œufs inclus ;
- c) 186 euros pour une capacité de plus de trois cent mille jusqu'à cinq cent mille œufs inclus ;
- d) 235,5 euros pour une capacité de plus de cinq cent mille jusqu'à sept cent cinquante mille œufs inclus ;
- e) 136,5 euros pour une capacité de plus de deux cent mille jusqu'à trois cent mille œufs inclus ;
- f) 300 euros pour une capacité de plus de sept cent cinquante mille jusqu'à un million d'œufs inclus ;
- g) 375 euros pour une capacité de plus d'un million jusqu'à deux millions d'œufs inclus ;
- h) 500 euros pour une capacité de plus de deux millions d'œufs ;

9° les entreprises de multiplication paient une cotisation annuelle de 0,025 euro par volaille reproductrice maintenue dans l'exploitation durant une année.

§ 2. Le montant des cotisations énoncées au paragraphe 1<sup>er</sup> est calculé sur base des données communiquées par l'administration, l'AFSCA ou tout organisme agréé pour le contrôle et l'identification des animaux.

À défaut, l'agence peut demander aux cotisants la remise d'une déclaration indiquant :

1° pour les abattoirs de volaille, la quantité de volaille abattue non importée et de palmipèdes gras abattus non importés ;

2° pour les centres d'emballages d'œufs, leur capacité technique de triage ;

3° pour les entreprises spécialisées en produits d'œufs, leur capacité réelle de pasteurisation ;

4° pour les couvoirs, leur capacité d'accoupage ;

5° pour les entreprises de multiplication, le nombre de poules reproductrices maintenues dans l'exploitation par an et qui ne sont pas importés.

La déclaration mentionnée au paragraphe 2, alinéa 2, est communiquée à l'agence, par e-mail ou par courrier, dans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration. À défaut de communiqué cette déclaration dans le délai prescrit, la cotisation la plus élevée de la catégorie est due.

§ 3. Les cotisations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ne sont pas cumulables. Celui qui exerce plusieurs activités reprises sous ces points, paie uniquement la cotisation la plus élevée.

**Art. 9.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion des produits de la filière cunicole sont, pour celui qui abat ou fait abattre des lapins dans un abattoir public ou privé, de 0,0125 euro par lapin abattu.

De cette cotisation, 0,0015 euro par kilogramme de poids vivant sont portés au compte du fournisseur des lapins, à l'exception des importateurs de lapins vivants.

De cette cotisation, 0,0050 euro par kilogramme de viande de lapin sont portés au compte de l'acheteur des lapins abattus, à l'exception des produits qui ne sont pas destinés à la consommation ou qui sont impropres à la consommation humaine. Les cotisants concernés déduisent de leur cotisation obligatoire vingt centimes par kilogramme de produit non destiné à la consommation humaine.

En plus de la cotisation énoncée à l'alinéa 3, les abattoirs publics et privés paient à l'agence une cotisation annuelle de 75 euros et en supportent les frais de perception.

**Art. 10.** Les cotisations prévues au présent chapitre ne sont pas dues si les animaux sont importés.

CHAPITRE 6. — *Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière bovine laitière*

**Art. 11.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière bovine laitière et de ses produits sont déterminées comme suit :

1° tout producteur de lait de vache, soit qu'il le livre à un acheteur, soit qu'il le commercialise en vente directe, nature ou transformé, est redevable d'une cotisation de 0,0012 euros par litre de lait de vache ;

2° en cas de livraison de crème, définie comme la matière grasse du lait, par le producteur, la cotisation s'élève à 0,0322 euros par kilogramme de graisse butyrique.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas où le producteur livre le lait de vache à un acheteur, la cotisation est retenue par l'acheteur du lait de vache sur le paiement à effectuer au producteur.

Les acheteurs du lait de vache indiquent sur le décompte de paiement de chaque producteur, le montant de la retenue effectuée à titre de cotisation obligatoire.

§ 2. Les acheteurs adressent à l'agence, à sa demande et au plus tard dans les trente jours suivant la fin de la période concernée, par e-mail ou par courrier, une déclaration de la quantité totale de lait de vache livrée par les producteurs au cours du mois concerné.

Le montant des cotisations est notifié à l'acheteur qui en effectue le paiement dans les trente jours suivant la date de la réception de la facture.

§ 3. À défaut de communiquer cette déclaration dans le délai prescrit, l'agence peut facturer provisoirement le montant à verser sur la base de la totalité des cotisations facturées au cours de l'année précédente à l'acheteur.

Dès que les données de production de l'année au titre de laquelle les cotisations sont dues lui sont communiquées par l'administration, l'agence dresse une facture ou une note de crédit additionnelle afin de régulariser les cotisations déjà facturées sur la base de la totalité des cotisations à verser pour cette année.

§ 4. Les acheteurs tiennent à la disposition de l'agence une comptabilité indiquant par mois :

1° les noms et adresses de producteurs auxquels ils ont acheté du lait de vache ;

2° les quantités de lait de vache achetées à chaque producteur ;

3° le montant des cotisations retenues sur la somme due à chaque producteur en rémunération de sa livraison de lait de vache ;

4° les noms et adresses des personnes physiques ou morales ayant pris livraison du lait de vache concerné, dans le cas où celles-ci sont des intermédiaires entre les producteurs et les utilisateurs.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Si un producteur de lait de vache commercialise ou transforme plus de la moitié de sa production sans avoir recours à un acheteur, les montants correspondants sont facturés annuellement par l'agence sur la base des chiffres de production dont il dispose avec un minimum de 50 euros par an.

§ 2. La base de calcul de la cotisation visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est la quantité de lait de vache produite au cours de l'année civile précédant l'année pour laquelle la cotisation est due.

§ 3. Afin de permettre à l'agence de fixer le montant de la cotisation, les producteurs remettent à l'agence, à sa demande, et dans les 30 jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration, une déclaration relative à la quantité de lait de vache produite. À défaut de rentrer cette déclaration dans le délai prescrit, la cotisation est facturée sur base des données transmises par l'administration. En l'absence de données, une cotisation forfaitaire de 250 euros est due.

CHAPITRE 7. — *Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière pommes de terre*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière pommes de terre et de ses produits sont déterminées comme suit, pour les pommes de terre :

1° les producteurs de pommes de terre, définis comme les entreprises qui ont la parcelle en exploitation dans la demande unique en vue de la culture de pommes de terre de consommation le 31 mai de l'année de déclaration dans le cadre de la demande unique, déclarant des superficies en Région wallonne, paient une cotisation annuelle :

a) en dessous de six hectares, un forfait de 25 euros ;

b) à partir de six hectares, 4,50 euros à l'hectare en supplément au forfait de 25 euros ;

2° les fabricants de produits dérivés de pommes de terre établis en Région wallonne, paient une cotisation annuelle forfaitaire de 125 euros, sauf s'ils utilisent uniquement des pommes de terre importées.

§ 2. De même, pour les plants de pommes de terre :

1° les producteurs-multiplicateurs paient une cotisation annuelle obligatoire de 25 euros par hectare contrôlé sur pied de plants de pommes de terre multipliés en Région wallonne ;

2° les négociants-préparateurs de plants établis en Région wallonne paient une cotisation annuelle forfaitaire de 125 euros sauf s'ils utilisent uniquement des plants importés ;

§ 3. Les cotisations obligatoires visées aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, et 2 sont cumulables.

§ 4. Les friteries établies en Région wallonne paient une cotisation annuelle forfaitaire de 65 euros.

**Art. 15.** La base de calcul de la cotisation visée à l'article 14, 1° et 2°, est la superficie emblavée au cours de l'année civile précédant l'année pour laquelle la cotisation est due et communiquée à l'agence par l'administration.

CHAPITRE 8. — *Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière horticulture*

Section 1<sup>re</sup>. — *Les produits horticoles non comestibles*

**Art. 16.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière horticole non comestible et de ses produits sont déterminées comme suit :

1° une cotisation annuelle fixe de 100 euros est payée par tous les producteurs de fleurs et de plantes, y compris sapins de Noël, les pépiniéristes, les entrepreneurs de parcs et jardins et prestataires de services d'aménagement paysager, les points de vente et vendeurs spécialisés dans le secteur des produits horticoles non comestibles exerçant leur activité en Région wallonne ;

2° la cotisation fixe énoncée au premier point du présent article est augmentée d'une cotisation variable de :

- a) 50 euros pour les assujettis occupant de deux à quatre travailleurs ;
- b) 150 euros pour les assujettis occupant de cinq à neuf travailleurs ;
- c) 250 euros pour les assujettis occupant de dix à vingt travailleurs ;
- d) 400 euros pour les assujettis occupant plus de vingt travailleurs.

La cotisation variable est établie sur base du nombre moyen de travailleurs équivalents temps plein occupés au cours de l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Afin de fixer le montant de la cotisation énoncée à l'article 15, l'agence peut demander aux assujettis de lui remettre, par e-mail ou par courrier, dans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration, une déclaration relative à l'emploi dans leur entreprise ou point de vente.

§ 2. À défaut de rentrer la déclaration énoncée au paragraphe 1<sup>er</sup> dans le délai prescrit, la cotisation la plus élevée de la catégorie est due.

Dès que les données relatives à l'emploi lui sont communiquées par l'Office national de Sécurité sociale, l'agence dresse une note de crédit afin de régulariser la cotisation déjà facturée.

#### Section 2. — Les produits horticoles comestibles

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière horticole ornementale et de ses produits sont déterminées comme suit :

1° le producteur de légumes frais, définis comme tous les légumes produits en Région wallonne et non destinés à l'industrie de la transformation, et de plantes aromatiques, définies comme toutes les plantes produites en Région wallonne à usage culinaire, en vue d'une utilisation sous formes d'épices, d'aromates ou de condiments, ou à usage phytothérapeutique, paie une cotisation annuelle fixée comme suit :

- a) 50 euros si la superficie productrice est inférieure ou égale à un hectare ;
- b) 100 euros si la superficie cultivée est supérieure à un hectare mais inférieure ou égale à cinq hectares ;
- c) 150 euros si la superficie cultivée est supérieure à cinq hectares mais inférieure ou égale à dix hectares ;
- d) 200 euros si la superficie cultivée est supérieure à dix hectares mais inférieure ou égale à vingt hectares ;
- e) 250 euros si la superficie cultivée est supérieure à vingt hectares ;

2° le producteur de fruits issus de l'arboriculture, c'est-à-dire tous les fruits à pépins, à noyaux et à coques produits en Région wallonne, paie une cotisation annuelle fixée comme suit :

- a) 50 euros si la superficie productrice est inférieure ou égale dix hectares ;
- b) 150 euros si la superficie cultivée est supérieure à dix hectares mais inférieure ou égale à vingt hectares ;
- c) 250 euros si la superficie cultivée est supérieure à vingt hectares mais inférieure ou égale à trente hectares ;
- d) 350 euros si la superficie cultivée est supérieure à trente hectares mais inférieure ou égale à quarante hectares ;
- e) 400 euros si la superficie cultivée est supérieure à quarante hectares ;

3° le producteur de fraises et petits fruits ligneux comme les framboises, les groseilles, les mûres, les myrtilles, le cassis, les raisins de table produits en Région wallonne, paie une cotisation annuelle fixée comme suit :

- a) 75 euros si la superficie productrice est inférieure ou égale à un hectare ;
- b) 150 euros si la superficie cultivée est supérieure à un hectare mais inférieure ou égale à cinq hectares ;
- c) 200 euros si la superficie cultivée est supérieure à cinq hectares mais inférieure ou égale à dix hectares ;
- d) 250 euros si la superficie cultivée est supérieure à dix hectares mais inférieure ou égale à vingt hectares ;
- e) 300 euros si la superficie cultivée est supérieure à vingt hectares ;

4° le viticulteur dont les vignes sont situées en Région wallonne paie une cotisation annuelle de 50 euros si sa superficie est inférieure ou égale à un hectare, augmentée de 25 euros par hectare supplémentaire avec un maximum de 250 euros par viticulteur.

§ 2. La base de calcul des cotisations énoncées au paragraphe 1<sup>er</sup> est la superficie utilisée au cours de l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due.

**Art. 19.** Afin de permettre à l'agence de fixer le montant de la cotisation, les cotisants énoncés à l'article 17 remettent à l'agence, à sa demande, par e-mail ou par courrier, et dans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration, une déclaration relative à la superficie productrice.

À défaut de communiquer cette déclaration dans le délai prescrit, la cotisation est facturée sur base des données transmises par l'administration. En l'absence de données, la plus élevée de la catégorie est due.

**Art. 20.** Les cotisations énoncées à l'article 18 sont cumulables.

#### CHAPITRE 9. — Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière agroalimentaire

**Art. 21.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière agroalimentaire et de ses produits sont déterminées comme suit :

1° une cotisation annuelle fixe de 200 euros est payée :

- a) par les boulangers-pâtisseries ;
- b) par les dépôts de pain soit les commerces de détail de pain et de pâtisseries dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne ;
- c) par les boulangers ne possédant pas de point de vente, mais faisant du porte-à-porte ;

2° la cotisation fixe énoncée au 1° est augmentée d'une cotisation variable de :

- a) 70 euros pour les assujettis occupant de cinq à neuf travailleurs ;
- b) 135 euros pour les assujettis occupant de dix à vingt travailleurs ;

c) 200 euros pour les assujettis occupant plus de vingt travailleurs.

La cotisation variable est établie sur base du nombre moyen de travailleurs équivalents temps plein occupés pendant l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Afin de fixer le montant de cette cotisation, l'agence demande aux assujettis de lui remettre, par e-mail ou par courrier, dans les trente jours de l'envoi du formulaire de déclaration, une déclaration relative à l'emploi dans leur entreprise ou point de vente.

§ 2. À défaut de communiquer la déclaration énoncée au paragraphe 1<sup>er</sup> dans le délai prescrit, la cotisation la plus élevée de la catégorie est due.

Dès que les données relatives à l'emploi lui sont communiquées par l'Office national de Sécurité sociale, l'agence dresse une note de crédit afin de régulariser la cotisation déjà facturée.

#### CHAPITRE 10. — *Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière aquacole*

**Art. 23.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion de la filière aquacole et de ses produits sont déterminées comme suit :

1° les entreprises de transformation de poisson, soit toute entreprise disposant d'un agrément de l'AFSCA pour la transformation du poisson dont le siège d'exploitation et l'exercice de leur activités est situé en Région wallonne, ainsi que les pisciculteurs paient une cotisation annuelle de :

- a) 62 euros s'ils ont un chiffre d'affaires inférieur à 125.000 euros ;
- b) 250 euros s'ils ont un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 125.000 euros et inférieur à 620.000 ;
- c) 310 euros s'ils ont un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 620.000 euros et inférieur à 1.240.000 euros ;
- d) 500 euros s'ils ont un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 1.240.000 euros ;

2° les points de vente de poisson spécialisés et les pêcheries pratiquant la vente, situés en Région wallonne, paient une cotisation annuelle de 50 euros.

**Art. 24.** La base de calcul de la cotisation visée à l'article 23, 1°, est constituée par les données de l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due.

Afin de permettre à l'agence de fixer le montant de la cotisation, les cotisants remettent, à sa demande, par e-mail ou par courrier, et dans les 30 jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration, une déclaration relative au chiffre d'affaires.

À défaut de communiquer cette déclaration dans le délai prescrit, la cotisation est facturée sur base des données transmises l'année précédentes. En l'absence de données, la cotisation la plus élevée de la catégorie est due.

#### CHAPITRE 11. — *Les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion filière agriculture biologique*

**Art. 25.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion des de la filière de l'agriculture biologique et de ses produits sont déterminées comme suit :

1° les producteurs de produits issus de l'agriculture biologique paient une cotisation annuelle de 38 euros ;

2° les opérateurs économiques qui transforment ou préparent des produits issus de l'agriculture biologique paient une cotisation annuelle de :

- a) 62 euros si leur chiffre d'affaires est inférieur à 125.000 euros ;
- b) 124 euros si leur chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 125.000 euros et inférieur à 250.000 ;
- c) 248 euros si leur chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 250.000 euros et inférieur à 625.000 euros ;
- d) 620 euros si leur chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 625.000 euros et inférieur à 1.250.000 euros ;
- e) 1.239 euros si leur chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 1.250.000 euros et inférieur à 2.500.000 euros ;
- f) 2.479 euros si leur chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 2.500.000 euros ;

3° les opérateurs économiques qui commercialise en gros des produits issus de l'agriculture biologique paient une cotisation annuelle de :

- a) 62 euros si leur chiffre d'affaires est inférieur à 250.000 euros ;
- b) 124 euros si leur chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 250.000 euros et inférieur à 500.000 ;
- c) 248 euros si leur chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 500.000 euros et inférieur à 1.250.000 euros ;
- d) 620 euros si leur chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 1.250.000 euros et inférieur à 2.500.000 euros ;
- e) 1.239 euros si leur chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 2.500.000 euros ;

4° les points de vente certifiés pour la commercialisation des produits issus de l'agriculture biologique paient une cotisation annuelle de 38 euros.

**Art. 26.** La base de calcul de la cotisation visée à l'article 25, 2° et 3°, est constituée par les données de l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due.

Afin de permettre à l'agence de fixer le montant de la cotisation, les cotisants remettent à l'agence, à sa demande, par e-mail ou par courrier, et dans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration, une déclaration relative au chiffre d'affaires.

À défaut de communiquer cette déclaration dans le délai prescrit, la cotisation est facturée sur base des données transmises l'année précédentes. En l'absence de données, la cotisation la plus élevée de la catégorie est due.

**Art. 27.** Les cotisations visées à l'article 25 ne sont pas cumulables. Celui qui exerce plusieurs activités reprises sous ces points, paie uniquement la cotisation la plus élevée.

#### CHAPITRE 12. — *La perception et le recouvrement des cotisations*

**Art. 28.** L'agence est chargée de la perception des cotisations obligatoires visées par le présent arrêté.

**Art. 29.** L'agence détermine le montant des cotisations en se basant sur toutes les informations dont elle dispose. Les données émanant d'autres organismes sont obtenues conformément à l'article D. 59 du Code wallon de l'Agriculture.

L'Agence peut se faire communiquer tout document permettant de vérifier l'exactitude des déclarations ou des réclamations. Si les documents ne permettent pas d'assurer la vérification, l'agence peut également effectuer des contrôles sur place.

Les données sont traitées par le service fonds de promotion de l'Agence conformément au règlement général sur la protection des données et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les données traitées concernent les informations d'identification et de contact des cotisants visés par le présent arrêté ainsi que toutes les informations nécessaires au calcul du montant de la cotisation.

Les données sont utilisées aux fins d'établir la cotisation et de communiquer avec le cotisant.

L'Agence utilise également les coordonnées du cotisant afin de lui fournir toute information relative à l'exercice de ses missions.

Les données à caractère personnel sont conservées pendant une durée maximale de cinq ans. Les données anonymisées peuvent être conservées pour une durée plus longue, à des fins historiques, statistiques ou scientifiques.

**Art. 30.** Le montant des cotisations est notifié au moyen d'une facture au cotisant qui en effectue le paiement dans les trente jours suivant la date de la réception de la facture.

À défaut de paiement dans le délai prescrit, l'intérêt de retard au taux légal est dû de plein droit sans sommation ou mise en demeure ainsi qu'une indemnisation des frais d'administration et de perceptions supplémentaires exposés effectivement par l'agence, avec un minimum de 75 euros par cotisation arriérée.

Le cotisant qui souhaite contester le montant de la facture adresse une réclamation au service Fonds de promotion de l'Agence, par e-mail ou par courrier.

**Art. 31.** Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions fixe les règles relatives aux exonérations du paiement des cotisations et à la procédure de recouvrement sur proposition du Conseil d'administration de l'agence.

**Art. 32.** En cas de recouvrement par voie judiciaire, seuls les tribunaux de Namur sont compétents.

#### CHAPITRE 13. — Dispositions finales

**Art. 33.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Produits des Grandes Cultures », tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2002 ;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Horticulture », tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2002 ;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées, au Fonds de promotion « Elevage et Viande », tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2002 ;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait », tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2018 ;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Petit Elevage et Divers », tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 août 2017 ;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Agro-alimentaire », tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2002.

**Art. 34.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Art. 35.** Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 29 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/34025]

**29. SEPTEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der in Artikel D. 234 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnten Pflichtbeiträge zur Förderung von Agrarerzeugnissen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.59, D.60 und D.234, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de Promotion "Produits des Grandes Cultures" (Förderfonds Produkte der Großkulturen);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de promotion "Horticulture" (Förderfonds Gartenbau);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de promotion "Elevage et Viande" (Förderfonds Zucht und Fleisch);



Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de promotion "Lait" (Förderfonds Milch);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de promotion "Petit Elevage et Divers" (Förderfonds Kleintierzucht und Sonstiges);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de promotion "Agro-alimentaire" (Förderfonds Landwirtschaftliche Nahrungsmittel);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund des am 21. März 2022 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 31. März 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 17. März 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 19. Mai 2022;

Aufgrund der am 3. Juni 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. 116/2022 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 20. Juli 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 Paragraph 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1 — Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass legt die Erzeugnissektoren fest, die der Erhebung von Pflichtbeiträgen unterliegen, die für die Förderung von Agrar- und Gartenbauerzeugnissen sowie von verarbeiteten Agrar- und Gartenbauerzeugnissen bestimmt sind.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der öffentliche Schlachthof: der Schlachthof, der von einer öffentlichen Behörde oder einer Vereinigung öffentlicher Behörden betrieben wird, mit Betriebssitz in der Wallonischen Region;

2° der private Schlachthof: der Schlachthof, der von einer natürlichen oder juristischen Person des Privatrechts betrieben wird, mit Betriebssitz in der Wallonischen Region;

3° die FASNK: die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette;

4° die Agentur: die Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft;

5° das Rind: jedes Hausrind, mit Ausnahme von Kälbern;

6° die Eier: zum Verzehr in unverändertem Zustand oder zur Verwendung in der Lebensmittelindustrie geeignete Schaleneier von Hühnervögeln, Tauben und Schwimmvögeln;

7° die für die Kontrolle und Identifizierung der Tiere zugelassene Einrichtung: Vereinigung zur Bekämpfung von Tierkrankheiten, die von der FASNK gemäß dem Königlichen Erlass vom 26. November 2006 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung der Vereinigungen zur Bekämpfung von Tierkrankheiten und zur Übertragung der in die Zuständigkeit der Agentur fallenden Aufgaben an diese Vereinigungen zugelassen wurde;

8° ein Fettschwimmvogel: ein Schwimmvogel, der gestopft wurde;

9° kleines Baumobst: Himbeeren, Johannisbeeren, Brombeeren, Heidelbeeren, schwarze Johannisbeeren, Tafeltrauben, die in der Wallonischen Region erzeugt werden;

10° der Fischzüchter: der Betreiber einer in der Wallonischen Region gelegenen Fischzuchtanlage;

11° das Schwein: jedes Hausschwein, unabhängig von Alter oder Geschlecht;

12° der Erzeuger von Kuhmilch: der Halter von Melkkühen, dessen Anschrift der Einrichtungen der Produktionseinheit in der Wallonischen Region liegt;

13° die Eierzeugnisse: Eier, ohne Schale, Eigelb und Ovalbumin;

14° die Erzeugnisse aus der biologischen Landwirtschaft: Erzeugnisse, die gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates mit Hinweisen auf die ökologische/biologische Produktion gekennzeichnet sind oder gekennzeichnet werden;

15° die Arbeiter: die Arbeiter und die ihnen gleichgestellten Personen, die dem Landesamt für soziale Sicherheit unterstellt sind, mit Ausnahme von Saisonarbeitern, Auszubildenden und Praktikanten;

16° das Kalb: jedes Hausrind, unabhängig vom Geschlecht, wie es in den monatlichen Verzeichnissen der FASNK aufgeführt ist;

17° das Fleisch: das Muskelfleisch, das Fett, die weißen und roten Innereien eines Schlachttieres sowie das Blut und die Knochen, die nicht entfettet und nicht vollständig von Muskelfragmenten befreit sind, das vor dem Tod ersticke, enthäutete, ausgenommene und zum Schlachten zugerichtete Tier, welches für den menschlichen Verzehr geeignet ist;

18° das Rindfleisch: frisches, gekühltes, gefrorenes und tiefgefrorenes Fleisch gemäß der Definition in Ziffer 17, das von einem Rind stammt;

19° das Kalbfleisch: frisches, gekühltes, gefrorenes und tiefgefrorenes Fleisch gemäß der Definition in Ziffer 17, das von einem Kalb stammt;

20° das Geflügel: Haus-Hühnervogel, Haus-Tauben und Haus-Schwimmvögel.

KAPITEL 2 — *Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte Rindfleisch*

**Art. 3** - Für diejenigen, die Rinder oder Kälber in einem öffentlichen oder privaten Schlachthof schlachten oder schlachten lassen, betragen die Pflichtbeiträge an die Agentur zur Förderung der Sparte Rindfleisch und ihrer Erzeugnisse für jedes geschlachtete Tier, das für den menschlichen Verzehr geeignet ist, 2,50 Euro pro Rind und 0,75 Euro pro Kalb, mit Ausnahme von importierten Tieren.

Von diesem Beitrag gehen 1,62 Euro pro geschlachtetem Rind und 0,375 Euro pro geschlachtetem Kalb auf das Konto des Lieferanten.

Von diesem Beitrag gehen 0,88 Euro pro geschlachtetem Rind und 0,375 Euro pro geschlachtetem Kalb auf das Konto des Käufers.

Betrifft der Kauf Teile von zerlegten Rindern, so wird der auf das Konto des Käufers gehende Beitrag auf 0,0022 Euro je Kilogramm Rindfleisch festgesetzt.

Betrifft der Kauf Teile von zerlegten Kälbern, so wird der auf das Konto des Käufers gehende Beitrag auf 0,0037 Euro je Kilogramm Kalbfleisch mit Knochen und auf 0,0075 Euro je Kilogramm Kalbfleisch ohne Knochen festgesetzt.

Die in den Absätzen 2 und 3 genannten Beiträge werden auf der Rechnung angegeben.

Die öffentlichen oder privaten Schlachthöfe zahlen die in Absatz 1 genannten Beiträge an die Agentur und tragen die Beitreibungskosten.

**Art. 4** - Die Agentur setzt pro Quartal auf der Grundlage einer Erklärung der Schlachthöfe über die Anzahl der geschlachteten Tiere oder die entsprechenden Kilogramm die Höhe der in Artikel 3 Absatz 1 vorgesehenen Beiträge fest, die von jedem öffentlichen oder privaten Schlachthof geschuldet werden.

Diese Erklärung wird der Agentur innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Erklärungsformulars per E-Mail oder per Post übermittelt.

Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, kann die Agentur den zu zahlenden Betrag vorläufig auf der Grundlage der gesamten Beiträge in Rechnung stellen, die dem Schlachthof im Vorjahr in Rechnung gestellt wurden.

Sobald die FASNK die Daten zur Schlachtung des Jahres, für das die Beiträge geschuldet werden, der Agentur mitgeteilt hat, stellt letztere eine Rechnung oder eine zusätzliche Gutschrift aus, um die bereits in Rechnung gestellten Beiträge auf der Grundlage der Gesamtheit der für dieses Jahr geschuldeten Beiträge zu berichtigen.

KAPITEL 3 — *Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte Schweinefleisch*

**Art. 5** - Für diejenigen, die Schweine in einem öffentlichen oder privaten Schlachthof schlachten oder schlachten lassen, betragen die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte Schweinefleisch und ihrer Erzeugnisse für jedes geschlachtete Schwein, das für den menschlichen Verzehr geeignet ist, 0,25 Euro, mit Ausnahme der lebend importierten Tieren.

Von diesem Beitrag gehen 0,125 Euro pro geschlachtetem Schwein auf das Konto des Schweinelieferanten.

Von diesem Beitrag gehen 0,125 Euro je geschlachtetes Schwein auf das Konto des Käufers der geschlachteten Schweine oder ein entsprechender Betrag von 0,0015 je Kilogramm Schweinefleisch - definiert als von einem Schwein stammendes frisches, gekühltes, gefrorenes oder tiefgefrorenes Fleisch, einschließlich Schwarten - auf das Konto des Käufers der zerlegten Schweineteile.

Die in den Absätzen 2 und 3 genannten Beiträge werden auf der Rechnung angegeben.

Die öffentlichen oder privaten Schlachthöfe zahlen die in Absatz 1 genannten Beiträge an die Agentur und tragen die Beitreibungskosten.

**Art. 6** - Die Agentur setzt pro Quartal auf der Grundlage einer Erklärung der Schlachthöfe über die Anzahl der geschlachteten Tiere die Höhe der in Artikel 5 Absatz 1 vorgesehenen Beiträge fest, die von jedem öffentlichen oder privaten Schlachthof geschuldet werden.

Diese Erklärung wird der Agentur innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Erklärungsformulars per E-Mail oder per Post übermittelt.

Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, kann die Agentur den zu zahlenden Betrag vorläufig auf der Grundlage der gesamten Beiträge in Rechnung stellen, die dem Schlachthof im Vorjahr in Rechnung gestellt wurden.

Sobald die FASNK die Daten zur Schlachtung des Jahres, für das die Beiträge geschuldet werden, der Agentur mitgeteilt hat, stellt letztere eine Rechnung oder eine zusätzliche Gutschrift aus, um die bereits in Rechnung gestellten Beiträge auf der Grundlage der Gesamtheit der für dieses Jahr geschuldeten Beiträge zu berichtigen.

KAPITEL 4 — *Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte Schafe und Ziegen*

**Art. 7** - § 1. Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte Schafe und Ziegen und ihrer Erzeugnisse betragen für den Halter von Ziegen und Schafen, die zur Fleisch- oder Milcherzeugung gehalten werden, unabhängig von Alter oder Geschlecht, 0,25 Euro pro gehaltenem Tier.

§ 2. Im Hinblick auf die Erhebung der in Paragraph 1 vorgesehenen Beiträge kann die Agentur eine Vereinbarung mit einer für die Kontrolle und Identifizierung der Tiere zugelassenen Einrichtung abschließen, damit diese den Beitrag im Namen der Agentur im Rahmen ihrer Aufgabe der Bereitstellung der Mittel zur Identifizierung der Tiere einzieht.

In diesem Fall vermerkt die für die Kontrolle und Identifizierung der Tiere zugelassene Einrichtung die in Paragraph 1 genannten Beiträge auf der an den Tierhalter gerichteten Rechnung.

Die Agentur setzt pro Quartal auf der Grundlage einer Erklärung mit der Anzahl der gehaltenen Tiere die Höhe der Beiträge, die von der für die Kontrolle und Identifizierung der Tiere zugelassenen Einrichtung geschuldet werden, fest.

§ 3. In Ermangelung einer Erhebung über eine für die Kontrolle und Identifizierung der Tiere zugelassene Einrichtung wird der Beitrag vom Schlachthof von der Zahlung einbehalten, die an den Tierhalter zu leisten ist, mit Ausnahme der importierten Tiere.

In diesem Fall vermerkt der Schlachthof die in Paragraph 1 genannten Beiträge auf der an den Tierhalter gerichteten Rechnung.

Die Agentur setzt pro Quartal auf der Grundlage einer Erklärung mit der Anzahl der geschlachteten Tiere die Höhe der vom Schlachthof geschuldeten Beiträge fest.

Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, kann die Agentur den zu zahlenden Betrag vorläufig auf der Grundlage der gesamten im Vorjahr in Rechnung gestellten Beiträge in Rechnung stellen.

Sobald die FASNK die Daten zur Haltung für das Jahr, für das die Beiträge geschuldet werden, der Agentur mitgeteilt hat, stellt letztere eine Rechnung oder eine zusätzliche Gutschrift aus, um die bereits in Rechnung gestellten Beiträge auf der Grundlage der Gesamtheit der für dieses Jahr geschuldeten Beiträge zu berichtigen.

Diese Erklärung wird der Agentur innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Erklärungsformulars per E-Mail oder per Post mitgeteilt.

#### KAPITEL 5 — Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte Geflügel- und Kaninchenfleisch

**Art. 8 - § 1.** Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte Geflügel- und Kaninchenfleisch und ihrer Erzeugnisse werden wie folgt festgelegt:

1° die von der FASNK zugelassenen öffentlichen oder privaten Geflügelschlachthöfe zahlen einen Jahresbeitrag von 100 Euro sowie einen Beitrag von 0,0025 Euro pro geschlachtetem Geflügel, mit Ausnahme von Fettschwimmvögeln, für die ein Beitrag von 0,0125 Euro pro geschlachtetem Tier fällig wird, mit einem Höchstbeitrag von 10 000 Euro pro Schlachthof;

2° Halter, die in der Wallonischen Region Geflügel für die Erzeugung von Fleisch oder von Konsumeiern züchten, zahlen einen Jahresbeitrag von:

- a) 50 Euro für Halter mit einer Aufzuchtkapazität zwischen 200 und 3 000 Tieren;
- a) 70 Euro für Halter mit einer Aufzuchtkapazität zwischen 3 001 und 5 000 Tieren;
- c) 80 Euro für Halter mit einer Aufzuchtkapazität zwischen 5 001 und 13 000 Tieren;
- d) 90 Euro für Halter mit einer Aufzuchtkapazität zwischen 13 001 et 30 000 Tieren;
- e) 100 Euro für Halter mit einer Aufzuchtkapazität zwischen 30 001 et 40 000 Tieren;
- f) 110 Euro für Halter mit einer Aufzuchtkapazität zwischen 40 001 et 50 000 Tieren;
- g) 120 Euro für Halter mit einer Aufzuchtkapazität zwischen 50 001 et 60 000 Tieren;
- h) 130 Euro für Halter mit einer Aufzuchtkapazität ab 60 001 Tieren;

3° die in der Wallonischen Region niedergelassenen Eierverpackungszentren zahlen einen Jahresbeitrag von 75 Euro, wenn sie eine maximale technische Sortierkapazität zwischen fünftausend Eiern pro Stunde und fünfzehntausend Eiern pro Stunde aufweisen, und 125 Euro, wenn sie eine maximale technische Sortierkapazität von fünfzehntausend Eiern pro Stunde oder mehr aufweisen;

4° alle in der Wallonischen Region ansässigen Großhändler im Eierhandel zahlen einen Jahresbeitrag von 75 Euro;

5° Unternehmen mit Sitz in der Wallonischen Region, die nebenbei Eierzeugnisse in ihren Tätigkeiten aufweisen, zahlen einen Jahresbeitrag von 37,5 Euro;

6° auf Eierzeugnisse spezialisierte Unternehmen zahlen einen Jahresbeitrag von 300 Euro, wenn ihre Anlage über eine tatsächliche Pasteurisierungskapazität von weniger als drei Tonnen pro Stunde verfügt, oder einen Jahresbeitrag von 745 Euro, wenn ihre Anlage über eine tatsächliche Pasteurisierungskapazität von drei Tonnen pro Stunde oder mehr verfügt;

7° Eiaufschlagbetriebe, definiert als jede Einrichtung, die Eiprodukte verarbeitet und deren Betriebssitz sich in der Wallonischen Region befindet, zahlen einen Jahresbeitrag von 37,5 Euro;

8° Brütereien zahlen einen Jahresbeitrag in Abhängigkeit von ihrer Brutkapazität:

- a) 62 Euro für eine Kapazität von mehr als tausend bis einschließlich hunderttausend Eiern;
- b) 100 Euro für eine Kapazität von mehr als hunderttausend bis einschließlich zweihunderttausend Eiern;
- c) 186 Euro für eine Kapazität von mehr als dreihunderttausend bis einschließlich fünfhunderttausend Eiern;
- d) 235,5 Euro für eine Kapazität von mehr als fünfhunderttausend bis einschließlich siebenhundertfünfzigtausend Eiern;
- e) 136,5 Euro für eine Kapazität von mehr als zweihunderttausend bis einschließlich dreihunderttausend Eiern;
- f) 300 Euro für eine Kapazität von mehr als siebenhundertfünfzigtausend Eiern bis einschließlich einer Million Eier;
- g) 375 Euro für eine Kapazität von mehr als einer Million Eier bis einschließlich zwei Millionen Eiern;
- h) 500 Euro für eine Kapazität von mehr als zwei Millionen Eiern;

9° Vermehrungsbetriebe zahlen einen Jahresbeitrag von 0,025 Euro pro Zuchtgeflügel, das während eines Jahres im Betrieb gehalten wird.

§ 2. Die Höhe der in Paragraph 1 genannten Beiträge wird auf der Grundlage der von der Verwaltung, der FASNK oder jeder für die Kontrolle und Identifizierung der Tiere zugelassenen Einrichtung übermittelten Daten berechnet.

Andernfalls kann die Agentur von den Beitragszahlern die Abgabe einer Erklärung verlangen, aus der Folgendes hervorgeht:

1° für Geflügelschlachthöfe; die Menge an geschlachtetem, nicht eingeführtem Geflügel und geschlachteten, nicht importierten Fettschwimmvögeln;

2° für die Eierverpackungszentren; deren technische Sortierkapazität;

3° für auf Eierzeugnisse spezialisierte Unternehmen; ihre tatsächliche Pasteurisierungskapazität;

4° für Brütereien; deren Brutkapazität;

5° für Vermehrungsbetriebe; die Anzahl der pro Jahr im Betrieb gehaltenen Zuchthennen, die nicht importiert werden.

Die in Paragraph 2 Absatz 2 genannte Erklärung wird der Agentur innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Erklärungsformulars per E-Mail oder Post übermittelt. Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, so wird der höchste Beitrag der Kategorie geschuldet.

§ 3. Die in Paragraph 1 genannten Beiträge sind nicht kumulierbar. Derjenige, der mehrere unter diesen Punkten aufgeführte Tätigkeiten ausübt, zahlt nur den höchsten Beitrag.

**Art. 9** - Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Erzeugnisse der Sparte Kaninchenfleisch betragen für denjenigen, der Kaninchen in einem öffentlichen oder privaten Schlachthof schlachtet oder schlachten lässt, 0,0125 Euro pro geschlachtetem Kaninchen.

Von diesem Beitrag gehen 0,0015 Euro pro Kilogramm Lebendgewicht auf das Konto des Lieferanten der Kaninchen, mit Ausnahme der Importeure von lebenden Kaninchen.

Von diesem Beitrag gehen 0,0050 Euro pro Kilogramm Kaninchenfleisch auf das Konto des Käufers der geschlachteten Kaninchen, mit Ausnahme von Erzeugnissen, die nicht für den Verzehr bestimmt oder für den menschlichen Verzehr ungeeignet sind. Die betreffenden Beitragszahler ziehen von ihrem Pflichtbeitrag zwanzig Cent pro Kilogramm Erzeugnis ab, das nicht für den menschlichen Verzehr bestimmt ist.

Zusätzlich zu dem in Absatz 3 genannten Beitrag zahlen die öffentlichen und privaten Schlachthöfe einen Jahresbeitrag von 75 Euro an die Agentur und tragen die Beitreibungskosten.

**Art. 10** - Die im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Beiträge werden nicht fällig, wenn die Tiere importiert werden.

#### KAPITEL 6 — Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte Rindermilch

**Art. 11** - Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte Rindermilch und ihrer Erzeugnisse werden wie folgt festgelegt:

1° jeder Erzeuger von Kuhmilch, der diese entweder an einen Käufer liefert oder im Direktverkauf vermarktet - naturbelassen oder verarbeitet - schuldet einen Beitrag in Höhe von 0,0012 Euro pro Liter Kuhmilch;

2° im Falle der Lieferung von als MilCHFett definiertem Rahm durch den Erzeuger, beträgt der Beitrag 0,0322 Euro pro Kilogramm MilCHFett.

**Art. 12** - § 1. Liefert der Erzeuger die Kuhmilch an einen Käufer, so wird der Beitrag vom Käufer der Kuhmilch von der an den Erzeuger zu leistenden Zahlung einbehalten.

Die Käufer der Kuhmilch geben auf der Zahlungsabrechnung jedes Erzeugers den als Pflichtbeitrag einbehaltenen Betrag an.

§ 2. Die Käufer übermitteln der Agentur auf Anfrage und spätestens innerhalb von dreißig Tagen nach Ende des betreffenden Zeitraums per E-Mail oder per Post eine Erklärung über die Gesamtmenge an Kuhmilch, die von den Erzeugern im betreffenden Monat geliefert wurde.

Die Höhe der Beiträge wird dem Käufer mitgeteilt, der die Zahlung innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Rechnung vornimmt.

§ 3. Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, kann die Agentur den zu zahlenden Betrag vorläufig auf der Grundlage der gesamten Beiträge in Rechnung stellen, die dem Käufer im Vorjahr in Rechnung gestellt wurden.

Sobald die Verwaltung die Daten zur Erzeugung des Jahres, für das die Beiträge geschuldet werden, der Agentur mitgeteilt hat, stellt letztere eine Rechnung oder eine zusätzliche Gutschrift aus, um die bereits in Rechnung gestellten Beiträge auf der Grundlage der Gesamtheit der für dieses Jahr zu überweisenden Beiträge zu berichtigen.

§ 4. Die Käufer stellen der Agentur eine Buchhaltung zur Verfügung, aus der pro Monat Folgendes hervorgeht:

1° die Namen und Anschriften der Erzeuger, von denen sie Kuhmilch gekauft haben;

2° die bei jedem Erzeuger gekauften Kuhmilchmengen;

3° die Höhe der Beiträge, die von der Summe einbehalten werden, die jedem Erzeuger als Vergütung für seine Kuhmilchlieferung zusteht;

4° die Namen und Anschriften der natürlichen oder juristischen Personen, die die Lieferung der betreffenden Milch entgegengenommen haben, sofern es sich um Zwischenhändler zwischen Erzeugern und Verbrauchern handelt.

**Art. 13** - § 1. Wenn ein Erzeuger von Kuhmilch mehr als die Hälfte seiner Erzeugnisse vermarktet oder verarbeitet, ohne einen Käufer einzuschalten, werden die entsprechenden Beträge jährlich von der Agentur auf der Grundlage der ihm zur Verfügung stehenden Produktionszahlen in Rechnung gestellt, wobei ein Mindestbetrag von 50 Euro pro Jahr gilt.

§ 2. Die Berechnungsgrundlage für den in Paragraph 1 genannten Beitrag ist die Menge Kuhmilch, die in dem Kalenderjahr erzeugt wurde, das dem Jahr vorausgeht, für das der Beitrag geschuldet wird.

§ 3. Um es der Agentur zu ermöglichen, die Höhe des Beitrags festzusetzen, legen die Erzeuger der Agentur auf deren Antrag und innerhalb von 30 Tagen nach dem Versand des Erklärungsformulars eine Erklärung über die Menge der erzeugten Kuhmilch vor. Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingereicht, wird der Beitrag auf der Grundlage der von der Verwaltung übermittelten Daten in Rechnung gestellt. In Ermangelung von Daten wird ein Pauschalbeitrag von 250 Euro geschuldet.

#### KAPITEL 7 — Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte Kartoffeln

**Art. 14** - § 1. Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte Kartoffeln und ihrer Erzeugnisse werden für Kartoffeln wie folgt festgelegt:

1° die Kartoffelerzeuger - definiert als die Unternehmen, die am 31. Mai des Jahres der Erklärung im Rahmen des Sammelantrags eine Parzelle zum Anbau von Speisekartoffeln bewirtschaften -, die Flächen in der Wallonischen Region erklären, zahlen einen Jahresbeitrag:

a) der bei weniger als sechs Hektar einer Pauschale von 25 Euro entspricht;

b) der ab sechs Hektar 4,50 Euro pro Hektar zusätzlich zur Pauschale von 25 Euro entspricht;

2° die in der Wallonischen Region ansässigen Erzeuger von Kartoffelprodukten zahlen einen jährlichen Pauschalbeitrag von 125 Euro, außer wenn sie ausschließlich importierte Kartoffeln verwenden.

§ 2. Ebenso gilt bei Pflanzkartoffeln:

1° alle Erzeuger-Vermehrer zahlen einen jährlichen Pflichtbeitrag von 25 Euro pro einer Feldkontrolle unterzogenem Hektar Pflanzkartoffeln, die in der Wallonischen Region vermehrt wurden.

2° die in der Wallonischen Region niedergelassenen Händler-Aufbereiter von Pflanzgut zahlen einen jährlichen Pauschalbeitrag von 125 Euro, außer wenn sie ausschließlich importiertes Pflanzgut verwenden;

§ 3. Die in Paragraf 1 Ziffer 1 und 2 und Paragraf 2 genannten Pflichtbeiträge sind kumulierbar.

§ 4. In der Wallonischen Region ansässige Frittüren zahlen einen jährlichen Pauschalbeitrag von 65 Euro.

**Art. 15** - Die Berechnungsgrundlage für den in Artikel 14 Ziffer 1 und 2 genannten Beitrag ist die Fläche, die im Kalenderjahr vor dem Jahr, für das der Beitrag geschuldet wird, eingesät wurde und die der Agentur von der Verwaltung mitgeteilt wird.

#### KAPITEL 8 — Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte Gartenbau

##### Abschnitt 1 — Ungenießbare Gartenbauerzeugnisse

**Art. 16** - Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte ungenießbarer Gartenbau und ihrer Erzeugnisse werden wie folgt festgelegt:

1° ein fester Jahresbeitrag von 100 Euro wird von allen Erzeugern von Blumen und Pflanzen, einschließlich Weihnachtsbäumen, von Baumschulen, Park- und Gartenbauunternehmen und Dienstleistern im Landschaftsbau, von Verkaufsstellen und Fachverkäufern im Bereich der ungenießbaren Gartenbauerzeugnisse, die ihre Tätigkeit in der Wallonischen Region ausüben, gezahlt;

2° der im ersten Punkt des vorliegenden Artikels genannte feste Beitrag wird um einen variablen Beitrag erhöht, der sich beläuft auf:

- a) 50 Euro für Beitragspflichtige, die zwei bis vier Arbeitnehmer beschäftigen;
- b) 150 Euro für Beitragspflichtige, die fünf bis neun Arbeitnehmer beschäftigen;
- c) 250 Euro für Beitragspflichtige, die zehn bis zwanzig Arbeitnehmer beschäftigen;
- d) 400 Euro für Beitragspflichtige, die mehr als zwanzig Arbeitnehmer beschäftigen.

Der variable Beitrag wird auf der Grundlage der durchschnittlichen Zahl der Arbeitnehmer in Vollzeitäquivalent-Stellen ermittelt, die während des Kalenderjahres beschäftigt waren, das dem Kalenderjahr vorausgeht, für das der Beitrag geschuldet wird.

**Art. 17** - § 1. Um die Höhe des in Artikel 15 genannten Beitrags festzulegen, kann die Agentur die Beitragspflichtigen auffordern, ihr innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Erklärungsformulars per E-Mail oder per Post eine Erklärung über die Beschäftigung in ihrem Unternehmen oder ihrer Verkaufsstelle zu übermitteln.

§ 2. Wenn die in Paragraf 1 genannte Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingereicht wird, wird der höchste Beitrag der Kategorie geschuldet.

Sobald der Agentur die Beschäftigungsdaten vom Landesamt für soziale Sicherheit mitgeteilt werden, erstellt sie eine Gutschrift, um den bereits in Rechnung gestellten Beitrag zu berichtigen.

##### Abschnitt 2 — Genießbare Gartenbauerzeugnisse

**Art. 18** - § 1. Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte Ziergartenbau und ihrer Erzeugnisse werden wie folgt festgelegt:

1° der Erzeuger von frischem Gemüse, definiert als alles in der Wallonischen Region erzeugte Gemüse, das nicht für die Verarbeitungsindustrie bestimmt ist, und von Duftpflanzen, definiert als alle in der Wallonischen Region erzeugten Pflanzen für den Küchengebrauch, für die Verwendung in Form von Gewürzen, Aromaten oder Würzstoffen oder für phytotherapeutische Zwecke, zahlt einen Jahresbeitrag, der wie folgt festgelegt ist:

- a) 50 Euro, wenn die Ertragsfläche einen Hektar oder weniger beträgt;
- b) 100 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als einem Hektar, aber höchstens fünf Hektar;
- c) 150 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als fünf Hektar, aber höchstens zehn Hektar;
- d) 200 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als zehn Hektar, aber höchstens zwanzig Hektar;
- e) 250 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als zwanzig Hektar;

2° der Erzeuger von Obst aus dem Obstbau, d. h. von allem in der Wallonischen Region erzeugten Kern-, Stein- und Schalenobst, zahlt einen Jahresbeitrag, der wie folgt festgelegt ist:

- a) 50 Euro bei einer Ertragsfläche von bis zu zehn Hektar;
- b) 150 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als zehn Hektar, aber höchstens zwanzig Hektar;
- c) 250 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als zwanzig Hektar, aber höchstens dreißig Hektar;
- d) 350 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als dreißig Hektar, aber höchstens vierzig Hektar;
- e) 400 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als vierzig Hektar;

3° der Erzeuger von Erdbeeren und kleinem Baumobst wie Himbeeren, Johannisbeeren, Brombeeren, Heidelbeeren, schwarzen Johannisbeeren, Tafeltrauben, die in der Wallonischen Region erzeugt werden, zahlt einen Jahresbeitrag, der wie folgt festgelegt ist:

- a) 75 Euro bei einer Ertragsfläche von bis zu einem Hektar;
- b) 150 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als einem Hektar, aber höchstens fünf Hektar;
- c) 200 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als fünf Hektar, aber höchstens zehn Hektar;
- d) 250 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als zehn Hektar, aber nicht mehr als zwanzig Hektar;
- e) 300 Euro bei einer Anbaufläche von mehr als zwanzig Hektar;

4° der Winzer, dessen Weinberge sich in der Wallonischen Region befinden, zahlt einen Jahresbeitrag von 50 Euro, wenn seine Fläche einen Hektar oder weniger beträgt, erhöht um 25 Euro pro zusätzlichem Hektar bis zu einem Höchstbetrag von 250 Euro pro Winzer.

§ 2. Die Berechnungsgrundlage für die in Paragraf 1 genannten Beiträge ist die Fläche, die im Kalenderjahr vor dem Jahr, für das der Beitrag geschuldet wird, genutzt wurde.

**Art. 19** - Damit die Agentur die Höhe des Beitrags festsetzen kann, übermitteln die in Artikel 17 genannten Beitragszahler der Agentur auf deren Antrag per E-Mail oder Post und innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Erklärungsformulars eine Erklärung über die Ertragsfläche.

In Ermangelung der Übermittlung dieser Erklärung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird der Beitrag auf der Grundlage der von der Verwaltung übermittelten Daten in Rechnung gestellt. In Ermangelung von Daten wird der höchste Beitrag der Kategorie geschuldet.

**Art. 20** - Die in Artikel 18 genannten Beiträge sind kumulierbar.

#### KAPITEL 9 — Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte Land- und Ernährungswirtschaft

**Art. 21** - Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte Land- und Ernährungswirtschaft und ihrer Erzeugnisse werden wie folgt festgelegt:

1° ein fester Jahresbeitrag von 200 Euro wird gezahlt von:

- a) den Bäckern und Konditoren;
- b) den Brotverkaufsstellen bzw. den Einzelhandelsgeschäften für Brot und Konditoreiwaren, deren Betriebssitz sich in der Wallonischen Region befindet;
- c) den Bäckern, die keine Verkaufsstelle besitzen, sondern Haustürverkauf betreiben;

2° der in Ziffer 1 aufgeführte feste Beitrag wird um einen variablen Beitrag erhöht, der sich beläuft auf:

- a) 70 Euro für Beitragspflichtige, die fünf bis neun Arbeitnehmer beschäftigen;
- b) 135 Euro für Beitragspflichtige, die zehn bis zwanzig Arbeitnehmer beschäftigen;
- c) 200 Euro für Beitragspflichtige, die mehr als zwanzig Arbeitnehmer beschäftigen.

Der variable Beitrag wird auf der Grundlage der durchschnittlichen Zahl der Arbeitnehmer in Vollzeitäquivalent-Stellen ermittelt, die während des Kalenderjahres beschäftigt waren, das dem Kalenderjahr vorausgeht, für das der Beitrag geschuldet wird.

**Art. 22** - § 1. Um die Höhe dieses Beitrags festzulegen, fordert die Agentur die Beitragspflichtigen auf, ihr innerhalb von dreißig Tagen nach Versand des Erklärungsformulars per E-Mail oder per Post eine Erklärung über die Beschäftigung in ihrem Unternehmen oder ihrer Verkaufsstelle zu übermitteln.

§ 2. Wenn die in Paragraph 1 genannte Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt wird, wird der höchste Beitrag der Kategorie geschuldet.

Sobald der Agentur die Beschäftigungsdaten vom Landesamt für soziale Sicherheit mitgeteilt werden, erstellt sie eine Gutschrift, um den bereits in Rechnung gestellten Beitrag zu berichtigen.

#### KAPITEL 10 — Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte Aquakultur

**Art. 23** - Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte Aquakultur und ihrer Erzeugnisse werden wie folgt festgelegt:

1° Fischverarbeitungsunternehmen, d.h. jedes Unternehmen, das über eine Zulassung der FASNK für die Fischverarbeitung verfügt und dessen Betriebssitz und Tätigkeitsausübung sich in der Wallonischen Region befindet bzw. dort stattfindet, sowie Fischzüchter zahlen einen Jahresbeitrag von:

- a) 62 Euro, wenn sie einen Umsatz von weniger als 125 000 Euro erzielen;
- b) 250 Euro, wenn sie einen Umsatz von mindestens 125 000 Euro und weniger als 620 000 Euro erzielen;
- c) 310 Euro, wenn sie einen Umsatz von mindestens 620 000 Euro und weniger als 1 240 000 Euro erzielen;
- d) 500 Euro, wenn sie einen Umsatz von mindestens 1 240 000 Euro erzielen;

2° sich in der Wallonischen Region befindende spezialisierte Fischverkaufsstellen und die Fischereien, die Verkauf betreiben, zahlen einen Jahresbeitrag von 50 Euro.

**Art. 24** - Die Berechnungsgrundlage für den in Artikel 23 Ziffer 1 erwähnten Beitrag besteht aus den Daten des Kalenderjahres, das dem Kalenderjahr vorausgeht, für das der Beitrag geschuldet wird.

Um es der Agentur zu ermöglichen, die Höhe des Beitrags festzusetzen, legen die Beitragszahler der Agentur auf deren Antrag und innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Erklärungsformulars eine Erklärung über den Umsatz per E-Mail oder per Post vor.

Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, wird der Beitrag auf der Grundlage der im Vorjahr übermittelten Daten in Rechnung gestellt. In Ermangelung von Daten wird der höchste Beitrag der Kategorie geschuldet.

#### KAPITEL 11 — Die Pflichtbeiträge für den Förderfonds Sparte biologische Landwirtschaft

**Art. 25** - Die Pflichtbeiträge zur Förderung der Sparte biologische Landwirtschaft und ihrer Erzeugnisse werden wie folgt festgelegt:

1° Erzeuger von Erzeugnissen aus der biologischen Landwirtschaft zahlen einen Jahresbeitrag von 38 Euro;

2° Wirtschaftsbeteiligte, die Erzeugnisse aus der biologischen Landwirtschaft verarbeiten oder aufbereiten, zahlen einen Jahresbeitrag von:

- a) 62 Euro, wenn ihr Umsatz weniger als 125 000 Euro beträgt;
- b) 124 Euro, wenn ihr Umsatz mindestens 125 000 Euro und weniger als 250 000 Euro beträgt;
- c) 248 Euro, wenn ihr Umsatz mindestens 250 000 Euro und weniger als 625 000 Euro beträgt;
- d) 620 Euro, wenn ihr Umsatz mindestens 625 000 Euro und weniger als 1 250 000 Euro beträgt;
- e) 1 239 Euro, wenn ihr Umsatz mindestens 1 250 000 Euro und weniger als 2 500 000 Euro beträgt;
- f) 2 479 Euro, wenn ihr Umsatz 2 500 000 Euro oder mehr beträgt;

3° Wirtschaftsbeteiligte, die im Großhandel mit Erzeugnissen aus der biologischen Landwirtschaft handeln, zahlen einen Jahresbeitrag von:

- a) 62 Euro, wenn ihr Umsatz weniger als 250 000 Euro beträgt;

- b) 124 Euro, wenn ihr Umsatz mindestens 250 000 Euro und weniger als 500 000 Euro beträgt;
- c) 248 Euro, wenn ihr Umsatz mindestens 500 000 Euro und weniger als 1 250 000 Euro beträgt;
- d) 620 Euro, wenn ihr Umsatz mindestens 1 250 000 Euro und weniger als 2 500 000 Euro beträgt;
- e) 1.239 Euro, wenn ihr Umsatz 2 500 000 Euro oder mehr beträgt;

4° Verkaufsstellen, die für die Vermarktung von Erzeugnissen aus der biologischen Landwirtschaft zertifiziert sind, zahlen einen Jahresbeitrag von 38 Euro.

**Art. 26** - Die Berechnungsgrundlage für den Beitrag gemäß Artikel 25 Ziffer 2 und 3, besteht aus den Daten des Kalenderjahres, das dem Kalenderjahr vorausgeht, für das der Beitrag geschuldet wird.

Damit die Agentur die Höhe des Beitrags festsetzen kann, übermitteln die Beitragszahler der Agentur auf deren Antrag per E-Mail oder per Post und innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Erklärungsformulars eine Erklärung über den Umsatz.

Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, wird der Beitrag auf der Grundlage der im Vorjahr übermittelten Daten in Rechnung gestellt. In Ermangelung von Daten wird der höchste Beitrag der Kategorie geschuldet.

**Art. 27** - Die in Artikel 25 genannten Beiträge sind nicht kumulierbar. Derjenige, der mehrere unter diesen Punkten aufgeführte Tätigkeiten ausübt, zahlt nur den höchsten Beitrag.

#### KAPITEL 12 — Erhebung und Beitreibung der Beiträge

**Art. 28** - Die Agentur ist für die Erhebung der im vorliegenden Erlass genannten Pflichtbeiträge zuständig.

**Art. 29** - Die Agentur legt die Höhe der Beiträge auf der Grundlage aller ihr zur Verfügung stehenden Informationen fest. Die von anderen Einrichtungen stammenden Daten werden gemäß Artikel D. 59 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft eingeholt.

Die Agentur kann sich alle Dokumente übermitteln lassen, die zur Überprüfung der Richtigkeit der Erklärungen oder der Beschwerden dienen. Wenn die Dokumente die Überprüfung nicht ermöglichen, kann die Agentur auch Kontrollen vor Ort durchführen.

Die Daten werden von der Abteilung Förderfonds der Agentur gemäß der Datenschutz-Grundverordnung und dem Gesetz vom 30. Juli 2018 über den Schutz natürlicher Personen hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten verarbeitet.

Die verarbeiteten Daten betreffen die Identifikations- und Kontaktinformationen der Beitragszahler, auf die sich der vorliegende Erlass bezieht, sowie alle Informationen, die für die Berechnung der Höhe des Beitrags erforderlich sind.

Die Daten werden zum Zweck der Beitragsermittlung und der Kommunikation mit dem Beitragszahler verwendet.

Die Agentur verwendet die Kontaktdaten des Beitragszahlers auch, um ihm alle Informationen im Zusammenhang mit der Ausübung ihrer Aufgaben zukommen zu lassen.

Personenbezogene Daten werden höchstens fünf Jahre lang aufbewahrt. Anonymisierte Daten können für historische, statistische oder wissenschaftliche Zwecke länger aufbewahrt werden.

**Art. 30** - Die Höhe der Beiträge wird dem Beitragszahler mittels einer Rechnung mitgeteilt, die er innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Rechnung zu zahlen hat.

Wird der Beitrag nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist gezahlt, so sind ohne Mahnung oder Aufforderung von Rechts wegen Verzugszinsen zum gesetzlichen Zinssatz sowie eine Entschädigung für die der Agentur tatsächlich entstandenen zusätzlichen Verwaltungs- und Erhebungskosten zu zahlen, mindestens jedoch 75 Euro pro rückständigen Beitrag.

Der Beitragszahler, der den Rechnungsbetrag anfechten möchte, richtet per E-Mail oder per Post eine Beschwerde an die Abteilung Förderfonds der Agentur.

**Art. 31** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, legt auf Vorschlag des Verwaltungsrats der Agentur die Regeln für die Befreiung von der Beitragszahlung und für das Beitreibungsverfahren fest.

**Art. 32** - Im Falle einer gerichtlichen Beitreibung sind ausschließlich die Gerichte von Namur zuständig.

#### KAPITEL 13 — Schlussbestimmungen

**Art. 33** - Es werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de Promotion "Produits des Grandes Cultures" (Förderfonds Produkte der Großkulturen), zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2002;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de Promotion "Horticulture" (Förderfonds Gartenbau), zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2002;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de Promotion "Elevage et Viande" (Förderfonds Zucht und Fleisch), zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2002;

4° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de Promotion "Lait" (Förderfonds Milch), zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2018;

5° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de Promotion "Petit Elevage et Divers" (Förderfonds Kleintierzucht und Sonstiges), zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. August 2017;

6° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de Promotion "Agro-alimentaire" (Förderfonds Landwirtschaftliche Nahrungsmittel), zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2002.

**Art. 34** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2023 in Kraft.

**Art. 35** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/34025]

**29 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van landbouwproducten vermeld in artikel D. 234 van het Waalse Landbouwwetboek**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.59, D.60 en D.234, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Akkerbouwproducten";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Tuinbouw";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Veeteelt en Vlees";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Zuivel";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Kleinveehouderij en andere";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Agro-voedingsmiddelen";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 maart 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 maart 2022 ;

Gelet op het rapport van 17 maart 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 tot uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 19 mei 2022;

Gelet op het advies nr. 116/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 juni 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 20 juli 2022 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit bepaalt voor welke productiesectoren verplichte bijdragen voor de bevordering van land- en tuinbouwproducten en verwerkte land- en tuinbouwproducten worden geïnd.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het openbaar slachthuis: het slachthuis dat wordt uitgerust door een overheidsinstantie of een vereniging van overheidsinstanties die haar zetel in het Waalse Gewest heeft;

2° het particuliere slachthuis : het slachthuis dat wordt uitgerust door een natuurlijke of privaatrechtelijke rechtspersoon waarvan de zetel zich in het Waalse Gewest bevindt;

3° het FAVV: het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de voedselketen;

4° het Agentschap : het "Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité" (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitsvolle landbouw);

5° rund: elk huisdier van het rundveesoort, met uitzondering van kalveren;

6° de eieren: eieren van hoenderachtigen, duiven en palmvruchten, in de schaal en geschikt voor consumptie, zoals ze zijn of voor gebruik door de menselijke voedingsindustrie;



7° de erkende instelling voor de controle en identificatie van dieren: de vereniging voor de bestrijding van dierziekten die door het FAVV is erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 26 november 2006 houdende voorwaarden voor de erkenning van de verenigingen voor de bestrijding van dierenziekten en het hun toevertrouwen van taken die tot de bevoegdheid van het Agentschap behoren;

8° een vette zwemvogel: een zwemvogel die vetgemest is;

9° kleine houtachtige vruchten: frambozen, aalbessen, bramen, bosbessen, zwarte bessen, tafeldruiven die in het Waalse Gewest worden geproduceerd;

10° de viskweker: de exploitant van een viskwekerij in het Waalse Gewest;

11° het varken: elk huisdier van de varkenssoort, ongeacht zijn leeftijd of geslacht;

12° de producent van koemelk: de houder van melkkoeien waarvan het adres van de productie-eenheid zich in het Waalse Gewest bevindt;

13° de eiproducten: eieren zonder schaal, eigeel en ovoalbumine;

14° producten van de biologische landbouw: producten waarop aanduidingen staan die verwijzen naar de biologische productiemethode of waarop dergelijke aanduidingen zullen worden aangebracht overeenkomstig Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad;

15° de werknemers: de werknemers en gelijkgestelden die onderdaan zijn van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, met uitzondering van seizoenarbeiders, leerlingen en stagiairs;

16° kalf: elk huisdier van het rundveesoort, ongeacht het geslacht, zoals het voorkomt in de maandstaten van het FAVV;

17° het vlees: het vlees (het spiervlees), het vet, het witte en rode slachtafval van een slachtdier, alsmede het bloed en de beenderen die niet ontvet en niet volledig van spierresten ontdaan zijn; het voor de dood gekeelde dier, het gevilde, van ingewanden ontdane en voor de vleeshouwerij klaargemaakte dier, geschikt voor menselijke consumptie;

18° het rundvlees: alle vers, gekoeld, bevroren en diepgevroren vlees als omschreven in 17°, afkomstig van een rund;

19° het kalfsvlees: alle vers, gekoeld, bevroren en diepgevroren vlees als omschreven in 17°, afkomstig van een kalf;

20° het pluimvee: als huisdier gehouden hoenderachtigen, duiven en palmapen.

#### HOOFDSTUK 2. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds rundvleessector*

**Art. 3.** De verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de rundvleessector en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld: wie runderen of kalveren slacht of laat slachten in een openbaar of particulier slachthuis, betaalt het Agentschap een bijdrage van 2,50 per rund en 0,75 per kalf geschikt voor menselijke consumptie, met uitzondering van de ingevoerde dieren.

Aan de leverancier wordt daarvan 1,62 euro per geslacht rund en 0,375 per geslacht kalf doorgerekend.

Aan de koper wordt daarvan 0,88 euro per geslacht rund en 0,375 per geslacht kalf doorgerekend.

Bij aankoop van delen van uitgesneden runderen wordt de bijdrage op de rekening van de koper vastgesteld op 0,0022 euro per kilogram rundvlees.

Bij aankoop van delen van uitgesneden kalveren, wordt de bijdrage op de rekening van de koper vastgesteld op 0,0037 euro per kilogram kalfsvlees met been en 0,0075 euro per kilogram kalfsvlees zonder been.

De in de leden 2 en 3 bedoelde bijdragen worden op de factuur vermeld.

Openbare of particuliere slachthuizen betalen de in lid 1 bedoelde bijdragen aan het Agentschap en dragen de kosten voor het innen ervan.

**Art. 4.** Het Agentschap stelt het bedrag van de in artikel 3, eerste lid, bedoelde bijdragen per kwartaal vast, die door elk openbaar of particulier slachthuis verschuldigd zijn op basis van een aangifte van de slachthuizen waarin het aantal geslachte dieren of het daarmee overeenstemmende aantal kilogrammen is aangegeven.

Deze aangifte wordt binnen dertig dagen na verzending van het aangifteformulier per e-mail of per post aan het Agentschap meegedeeld.

Indien de aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, kan het Agentschap het te betalen bedrag voorlopig factureren op basis van het totale bedrag van de bijdragen die in het voorgaande jaar aan het slachthuis zijn gefactureerd.

Zodra de slachtgegevens van het jaar waarvoor de bijdragen verschuldigd zijn, door het FAVV aan het Agentschap zijn meegedeeld, maakt het Agentschap een factuur of een aanvullende creditnota op om de reeds gefactureerde bijdragen te regulariseren op basis van het totaal van de voor dat jaar verschuldigde bijdragen.

#### HOOFDSTUK 3. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds varkenssector*

**Art. 5.** De verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de varkenssector en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld: wie varkens slacht of laat slachten in een openbaar of particulier slachthuis, betaalt een bijdrage van 0,25 euro per geslacht varken geschikt voor menselijke consumptie, met uitzondering van de levend ingevoerde dieren.

Aan de leverancier wordt daarvan 0,125 euro per geslacht varken doorgerekend.

Aan de koper van de geslachte varkens wordt daarvan een bijdrage van 0,125 euro per geslacht varken doorgerekend; aan de koper van versneden varkens een daarmee gelijkgesteld bedrag van 0,0015 per kilogram varkensvlees gedefinieerd als alle vers, gekoeld, bevroren of diepgevroren vlees met inbegrip van zwoerd, afkomstig van een varken.

De in de leden 2 en 3 bedoelde bijdragen worden op de factuur vermeld.

Openbare of particuliere slachthuizen betalen de in lid 1 bedoelde bijdragen aan het Agentschap en dragen de kosten voor het innen ervan.

**Art. 6.** Het Agentschap stelt het bedrag van de in artikel 5, eerste lid, bedoelde bijdragen per kwartaal vast, die door elk openbaar of particulier slachthuis verschuldigd zijn op basis van een aangifte van de slachthuizen waarin het aantal geslachte dieren is aangegeven.

Deze aangifte wordt binnen dertig dagen na verzending van het aangifteformulier per e-mail of per post aan het Agentschap meegedeeld.

Indien de aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, kan het Agentschap het te betalen bedrag voorlopig factureren op basis van het totale bedrag van de bijdragen die in het voorgaande jaar aan het slachthuis zijn gefactureerd.

Zodra de slachtgegevens van het jaar waarvoor de bijdragen verschuldigd zijn, door het FAVV aan het Agentschap zijn meegedeeld, maakt het Agentschap een factuur of een aanvullende creditnota op om de reeds gefactureerde bijdragen te regulariseren op basis van het totaal van de voor dat jaar verschuldigde bijdragen.

#### HOOFDSTUK 4. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds voor de schapen- en geitensector*

**Art. 7.** § 1. De verplichte bijdragen voor de bevordering van de schapen- en geitensector en de producten daarvan bedragen voor houders van geiten en schapen, ongeacht leeftijd of geslacht, die worden gehouden voor de productie van vlees of melk, 0,25 euro per gehouden dier.

§ 2. Voor de inning van de in paragraaf 1 bedoelde bijdragen kan het Agentschap een overeenkomst sluiten met een instelling die erkend is voor de controle en identificatie van dieren, zodat deze instelling de bijdrage namens het Agentschap kan innen in het kader van haar taak om middelen voor de identificatie van dieren ter beschikking te stellen.

In dat geval vermeldt de erkende instelling voor de controle en identificatie van dieren de in paragraaf 1 bedoelde vergoedingen op de factuur aan de houder.

Het Agentschap stelt de bedragen van de door de erkende instelling voor de controle en identificatie van dieren verschuldigde bijdragen per kwartaal vast op basis van een aangifte waaruit het aantal gehouden dieren blijkt.

§ 3. Indien de bijdrage niet wordt geïnd via een erkende instelling voor de controle en identificatie van dieren, wordt de vergoeding door het slachthuis afgetrokken van de betaling aan de houder van de dieren, met uitzondering van ingevoerde dieren.

In dat geval vermeldt het slachthuis de in paragraaf 1 bedoelde bijdragen op de aan de houder toegezonden factuur.

Het Agentschap stelt de bedragen van de door het slachthuis verschuldigde bijdragen per kwartaal vast op basis van een aangifte waaruit het aantal geslachte dieren blijkt.

Indien de aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, kan het Agentschap het te betalen bedrag voorlopig factureren op basis van het totale bedrag van de bijdragen die in het voorgaande jaar zijn gefactureerd.

Zodra de gegevens m.b.t. het houden van de dieren van het jaar waarvoor de bijdragen verschuldigd zijn, door het FAVV aan het Agentschap zijn meegedeeld, maakt het Agentschap een factuur of een aanvullende creditnota op om de reeds gefactureerde bijdragen te regulariseren op basis van het totaal van de voor dat jaar verschuldigde bijdragen.

Deze aangifte wordt binnen dertig dagen na verzending van het aangifteformulier per e-mail of per post aan het Agentschap meegedeeld.

#### HOOFDSTUK 5. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds pluimvee- en konijnensector*

**Art. 8.** § 1. De verplichte bijdragen voor de bevordering van de pluimvee- en konijnensector en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld:

1° de door het FAVV erkende openbare of particuliere pluimveeslachterijen betalen een jaarlijkse bijdrage van 100 euro en een bijdrage van 0,0025 euro per geslacht pluimvee, met uitzondering van de vette zwemvogels, waarvoor een bijdrage van 0,0125 euro per geslacht dier verschuldigd is, met een maximumbijdrage van 10.000 euro per slachthuis;

2° de houders die in het Waalse Gewest pluimvee houden voor de productie van vlees of consumptie-eieren betalen een jaarlijkse bijdrage van :

- a) 50 euro voor houders met een opfokcapaciteit van 200 tot 3.000 dieren;
- b) 70 euro voor houders met een opfokcapaciteit van 3.001 tot 5.000 dieren;
- c) 80 euro voor houders met een opfokcapaciteit van 5.001 tot 13.000 dieren;
- d) 90 euro voor houders met een opfokcapaciteit van 13.001 tot 30.000 dieren;
- e) 100 euro voor houders met een opfokcapaciteit van 30.001 tot 40.000 dieren;
- f) 110 euro voor houders met een opfokcapaciteit van 40.001 tot 50.000 dieren;
- g) 120 euro voor houders met een opfokcapaciteit van 50.001 tot 60.000 dieren;
- h) 120 euro voor houders met een opfokcapaciteit vanaf 60.001 dieren;

3° de in het Waalse Gewest gevestigde pakstations voor eieren betalen een jaarlijkse bijdrage van 75 euro als zij een maximale technische sorteercapaciteit hebben van vijfduizend eieren per uur tot vijftienduizend eieren per uur, en van 125 euro als zij een maximale technische sorteercapaciteit hebben van vijftienduizend eieren per uur of meer;

4° alle in het Waalse Gewest gevestigde groothandelaars in eieren betalen een jaarlijkse bijdrage van 75 euro;

5° de in het Waalse Gewest gevestigde bedrijven die in nevenactiviteit eiproducten vervaardigen betalen een jaarlijkse bijdrage van 37,5 euro.

6° de gespecialiseerde eiproductenbedrijven betalen een jaarlijkse bijdrage van 300 euro indien zij beschikken over een werkelijke pasteurisatiecapaciteit van minder dan 3 ton per uur of een jaarlijkse bijdrage van 745 euro indien zij beschikken over een werkelijke pasteurisatiecapaciteit van 3 ton per uur of meer;

7° de eierverwerkingsbedrijven, gedefinieerd als elke inrichting die eiproducten verwerkt en waarvan de zetel zich in het Waalse Gewest bevindt, betalen een jaarlijkse bijdrage van 37,5 euro.

8° de broeierijen betalen een jaarlijkse bijdrage in functie van hun broedcapaciteit:

- a) 62 euro voor een broedcapaciteit van meer dan duizend eieren tot en met honderdduizend eieren;
- b) 100 euro voor een broedcapaciteit van meer dan honderdduizend eieren tot en met tweehonderdduizend eieren;
- c) 186 euro voor een broedcapaciteit meer dan driehonderdduizend eieren tot en met vijfhonderdduizend eieren;

- d) 235,5 euro voor een broedcapaciteit van meer dan vijfhonderdduizend eieren tot en met zevenhonderdvijftigduizend eieren;
  - e) 136,5 euro voor een broedcapaciteit van meer dan tweehonderdduizend eieren tot en met driehonderdduizend;
  - f) 300 euro voor een broedcapaciteit van meer dan zevenhonderdvijftigduizend eieren tot en met één miljoen eieren;
  - g) 375 euro voor een capaciteit van meer dan een miljoen tot en met twee miljoen eieren;
  - h) 500 euro voor een capaciteit van meer dan twee miljoen eieren;
- 9° de vermeerderingsbedrijven betalen een jaarlijkse bijdrage van 0,025 euro per moederdier dat op het bedrijf tijdens één jaar gehouden wordt.

§ 2. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde bijdragen wordt berekend op basis van de gegevens die zijn meegedeeld door de administratie, het FAVV of een andere voor de controle en identificatie van dieren erkende instelling.

Bij gebreke daarvan kan het Agentschap de bijdrageplichtigen verzoeken een aangifte in te dienen waarin wordt aangegeven :

- 1° wat betreft de pluimveeslachterijen : het aantal geslachte en niet-ingevoerde pluimvee en geslachte en niet-ingevoerde vette watervogels;
- 2° wat betreft de pakstations in de eiersector : hun technische sorteercapaciteit;
- 3° wat betreft de gespecialiseerde eiproducentenbedrijven : hun werkelijke pasteurisatiecapaciteit;
- 4° wat betreft de broeierijen : hun broedcapaciteit;
- 5° wat betreft de vermeerderingsbedrijven : het aantal moederdieren dat op het bedrijf per jaar gehouden wordt en dat niet geïmporteerd wordt.

De in paragraaf 2, lid 2, bedoelde aangifte wordt binnen dertig dagen na verzending van het aangifteformulier per e-mail of per post aan het Agentschap meegedeeld. Indien de aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, is de hoogste bijdrage in de categorie verschuldigd.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde bijdragen zijn niet cumuleerbaar. Een persoon die meer dan één van de in deze punten genoemde activiteiten uitoefent, betaalt alleen de hoogste bijdrage.

**Art. 9.** De verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de konijnensector worden als volgt vastgesteld : wie konijnen slacht of laat slachten in een openbaar of particulier slachthuis, bedragen 0,0125 euro per geslacht konijn.

Aan de leverancier van de konijnen wordt daarvan 0,0015 euro per kilogram levend gewicht doorgerekend, met uitzondering van de invoerders van levende konijnen.

Aan de koper van de geslachte konijnen 0,0050 euro per kilogram konijnenvlees doorgerekend, met uitzondering van producten die niet voor consumptie worden aangeboden of die niet geschikt zijn voor menselijke consumptie. De betrokken bijdrageplichtigen brengen twintig centiemen per kilogram niet voor consumptie aangeboden vlees in mindering van de door hen verschuldigde bijdragen.

Naast de in lid 3 bedoelde bijdragen betalen openbare of particuliere slachthuizen een jaarlijkse bijdrage van 75 euro en dragen ze de kosten voor het innen ervan.

**Art. 10.** De in dit hoofdstuk bedoelde bijdragen zijn niet verschuldigd indien de dieren worden ingevoerd.

#### HOOFDSTUK 6. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds melkveesector*

**Art. 11.** De verplichte bijdragen voor de bevordering van de melkveesector en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld:

- 1° elke producent van koemelk, ongeacht of hij deze aan een koper levert of rechtstreeks, in natura of verwerkt op de markt brengt, betaalt een bijdrage van 0,0012 euro per liter koemelk;
- 2° bij levering van room, gedefinieerd als het melkvet, door de producent bedraagt de bijdrage 0,0322 euro per kilogram botervet.

**Art. 12.** § 1. Indien de producent de koemelk aan een koper levert, wordt de bijdrage door de koper van de koemelk in mindering gebracht op de aan de producent te verrichten betaling.

De kopers van koemelk vermelden het bedrag van de inhouding als verplichte bijdrage op de betalingsafrekening van elke producent.

§ 2. De kopers zenden het Agentschap op zijn verzoek en uiterlijk binnen 30 dagen na afloop van de betrokken periode per e-mail of per post een aangifte van de totale hoeveelheid koemelk die de producenten in de betrokken maand hebben geleverd.

Het bedrag van de bijdragen wordt meegedeeld aan de koper, die het bedrag binnen 30 dagen na ontvangst van de factuur moet betalen.

§ 3. Indien de aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, kan het Agentschap het te betalen bedrag voorlopig factureren op basis van het totale bedrag van de bijdragen die in het voorgaande jaar aan de koper zijn gefactureerd.

Zodra de productiegegevens van het jaar waarvoor de bijdragen verschuldigd zijn, door de Administratie aan het Agentschap zijn meegedeeld, maakt het Agentschap een factuur of een aanvullende creditnota op om de reeds gefactureerde bijdragen te regulariseren op basis van de voor dat jaar verschuldigde bijdragen.

§ 4. De kopers stellen een boekhouding ter beschikking van het Agentschap waarin per maand moeten vermeld zijn:

- 1° naam en adres van de producenten van wie zij koemelk hebben gekocht;
- 2° de van elke producent gekochte hoeveelheid koemelk;
- 3° het bedrag dat als bijdrage is ingehouden op het bedrag dat aan iedere producent verschuldigd is als betaling voor de geleverde koemelk;
- 4° naam en adres van de natuurlijke of rechtspersonen waaraan de betrokken koemelk is geleverd, als ze tussenpersonen zijn tussen de producenten en gebruikers.

**Art. 13.** Als een koemelkproducent meer dan de helft van zijn productie verkoopt of verwerkt zonder een beroep te doen op een koper, worden de overeenkomstige bijdragen jaarlijks door het Agentschap gefactureerd op basis van productiegegevens waarover deze beschikt, met een minimum van 50 euro per jaar.

§ 2. De grondslag voor de berekening van de in paragraaf 1 bedoelde bijdrage is de hoeveelheid koemelk die is geproduceerd in het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is.

§ 3. Om het Agentschap in staat te stellen het bedrag van de bijdrage te bepalen, dient de producent op zijn verzoek en binnen 30 dagen na de verzending van het aangifteformulier een aangifte van de hoeveelheid geproduceerde koemelk bij het Agentschap in. Indien zij deze aangifte niet binnen de gestelde termijn indienen, wordt de bijdrage geïnd op basis van de door de administratie verstrekte gegevens. Bij gebrek aan gegevens is een forfaitaire bijdrage van 250 euro verschuldigd.

#### HOOFDSTUK 7. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds aardappelsector*

**Art. 14.** § 1. De verplichte bijdragen voor de bevordering van de aardappelsector en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld:

1° de aardappelproducenten, gedefinieerd als ondernemingen die in de verzamelaanvraag het perceel in gebruik hebben met het oog op consumptieaardappelteelt op 31 mei van het aangiftejaar, die in het Waalse Gewest oppervlakten aangeven, betalen een jaarlijkse bijdrage vastgesteld als volgt :

- a) minder dan zes hectare, een forfaitair bedrag van 25 euro;
- b) vanaf zes hectare: 4,50 euro per hectare bovenop het forfaitair bedrag van 25 euro;

2° de in het Waalse Gewest gevestigde fabrikanten van aardappelderivaten betalen een jaarlijkse forfaitaire bijdrage van 125 euro, tenzij zij uitsluitend ingevoerde aardappelen gebruiken.

§ 2. Ook voor aardappelpootgoed :

1° de producenten-vermeerderaars betalen een verplichte jaarlijkse bijdrage van 25 euro per aan een veldkeuring onderworpen hectare van in het Waalse Gewest vermeerderde pootaardappelen; <0}

2° de in het Waalse Gewest gevestigde handelaar-bereider van pootgoed betalen een jaarlijkse forfaitaire bijdrage van 125 euro, tenzij zij uitsluitend ingevoerd pootgoed gebruiken.

§ 3. De verplichte bijdragen bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, en 2 zijn cumuleerbaar.

§ 4. De in het Waalse Gewest gevestigde frituren betalen een jaarlijkse bijdrage van 65 euro.

**Art. 15.** De berekeningsbasis van de in artikel 14, 1° en 2°, , bedoelde bijdrage is de oppervlakte die in het kalenderjaar voorafgaande aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is, ingezaaid werd en die door de administratie aan het Agentschap meegedeeld wordt.

#### HOOFDSTUK 8. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds tuinbouwsector*

##### *Afdeling 1. — Niet-eetbare tuinbouwproducten*

**Art. 16.** De verplichte bijdragen voor de bevordering van de sector van niet-eetbare tuinbouwproducten en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld:

1° een vaste jaarlijkse bijdrage van 100 euro wordt betaald door alle producenten van bloemen en planten, inclusief kerstbomen, kwekers, park- en tuinaannemers en hoveniers, verkooppunten en verkopers gespecialiseerd in de sector van niet-eetbare tuinbouwproducten die hun activiteit in het Waalse Gewest uitoefenen ;

2° de vaste bijdrage bedoeld in het eerste lid van dit artikel wordt verhoogd met een variabele bijdrage van :

- a) 50 euro voor de bijdrageplichtigen met 2 tot 4 werknemers;
- b) 150 euro voor de bijdrageplichtigen met 5 tot 9 werknemers;
- c) 250 euro voor de bijdrageplichtigen met 10 tot 20 werknemers;
- d) 400 euro voor de bijdrageplichtigen met meer dan 20 werknemers.

De variabele bijdrage wordt gebaseerd op het gemiddelde aantal werknemers in voltijdsequivalenten dat in het kalenderjaar voorafgaande aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is, in dienst was.

**Art. 17.** § 1. Teneinde het bedrag van de in artikel 15 bedoelde bijdrage te bepalen, kan het Agentschap de belastingplichtigen verzoeken om binnen dertig dagen na de verzending van het aangifteformulier per e-mail of per post een aangifte over de werkgelegenheid in hun onderneming of verkooppunt in te dienen.

§ 2. Indien de in paragraaf 1 bedoelde aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, is de hoogste bijdrage van de categorie verschuldigd.

Zodra de gegevens over de werkgelegenheid hem door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zijn meegedeeld, geeft het Agentschap een creditnota af om de reeds gefactureerde bijdrage te regulariseren.

##### *Afdeling 1. — Eetbare tuinbouwproducten*

**Art. 18.** § 1. De verplichte bijdragen voor de bevordering van de sector van niet-eetbare tuinbouwproducten en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld:

1° de producenten van verse groenten, gedefinieerd als alle groenten die in het Waalse Gewest worden geproduceerd en niet bestemd zijn voor de verwerkende industrie, en van aromatische planten, gedefinieerd als alle planten die in het Waalse Gewest worden geproduceerd voor culinair gebruik, voor gebruik als specerij, aroma of specerij, of voor fytotherapeutisch gebruik, betalen een jaarlijkse bijdrage die als volgt wordt vastgesteld:

- a) 50 euro indien de landbouwoppervlakte ten hoogste één hectare bedraagt;
- b) 100 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan één hectare maar niet meer dan vijf hectare bedraagt;
- c) 150 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan vijf hectare maar niet meer dan tien hectare bedraagt;
- d) 200 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan tien hectare maar niet meer dan twintig hectare bedraagt;
- e) 250 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan twintig hectare bedraagt;

2° de producent van fruit uit de boomkwekerij, d.w.z. alle pitvruchten, steenvruchten en noten die in het Waalse Gewest worden geproduceerd, betaalt een jaarlijkse bijdrage die als volgt wordt vastgesteld:

- a) 50 euro indien de landbouwoppervlakte ten hoogste tien hectare bedraagt;
- b) 150 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan tien hectare maar niet meer dan twintig hectare bedraagt;
- c) 250 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan tien hectare maar niet meer dan twintig hectare bedraagt;
- d) 350 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan dertig hectare maar niet meer dan veertig hectare bedraagt;
- e) 400 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan veertig hectare bedraagt;

3° de producent van aardbeien en klein houtachtig fruit zoals frambozen, aalbessen, bramen, bosbessen, zwarte bessen en tafeldruiven die in het Waalse Gewest worden geproduceerd, betaalt een jaarlijkse bijdrage die als volgt wordt vastgesteld:

- a) 75 euro indien de landbouwoppervlakte ten hoogste één hectare bedraagt;
- b) 150 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan één hectare maar niet meer dan vijf hectare bedraagt;
- c) 200 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan vijf hectare maar niet meer dan tien hectare bedraagt;
- d) 250 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan tien hectare maar niet meer dan twintig hectare bedraagt;
- e) 300 euro indien de betaalde oppervlakte meer dan twintig hectare bedraagt;

4° een wijnbouwer wiens wijngaarden zich in het Waalse Gewest bevinden, betaalt een jaarlijkse bijdrage van 50 euro indien zijn oppervlakte minder dan of gelijk is aan één hectare, vermeerderd met 25 euro per bijkomende hectare met een maximum van 250 euro per wijnbouwer.

§ 2. De grondslag voor de berekening van de in lid 1 bedoelde bijdragen is de oppervlakte die is gebruikt in het kalenderjaar dat voorafgaat aan dat waarvoor de bijdrage verschuldigd is.

**Art. 19.** Om het Agentschap in staat te stellen het bedrag van de bijdrage vast te stellen, dienen de in artikel 17 bedoelde bijdrageplichtigen op verzoek van het Agentschap per e-mail of per post en binnen 30 dagen na verzending van het aangifteformulier een aangifte van de landbouwoppervlakte in.

Indien zij deze aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn indienen, wordt de bijdrage geïnd op basis van de door de administratie verstrekte gegevens. Bij gebrek aan gegevens is de hoogste vergoeding in de categorie verschuldigd.

**Art. 20.** De in artikel 18 bedoelde bijdragen zijn cumuleerbaar.

HOOFDSTUK 9. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds agrovoedingssector*

**Art. 21.** De verplichte bijdragen voor de bevordering van de agrovoedingssector en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld:

1° een vaste jaarlijkse vergoeding van 200 euro wordt betaald :

- a) door bakkers en banketbakkers;
- b) door broodwinkels, d.w.z. detailhandelszaken die brood en banket verkopen en die in het Waalse Gewest gevestigd zijn;
- c) door bakkers die geen verkooppunt hebben maar van deur tot deur gaan;

2° de vaste bijdrage bedoeld in punt 1° wordt verhoogd met een variabele bijdrage van :

- a) 70 euro voor de bijdrageplichtigen met 5 tot 9 werknemers;
- b) 135 euro voor de bijdrageplichtigen met 10 tot 20 werknemers;
- c) 200 euro voor de bijdrageplichtigen met meer dan 20 werknemers.

De variabele bijdrage wordt gebaseerd op het gemiddelde aantal werknemers in voltijdsequivalenten dat in het kalenderjaar voorafgaande aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is, in dienst was.

**Art. 22.** § 1. Teneinde het bedrag van deze bijdrage te bepalen, kan het Agentschap de belastingplichtigen verzoeken om binnen dertig dagen na de verzending van het aangifteformulier per e-mail of per post een aangifte over de werkgelegenheid in hun onderneming of verkooppunt in te dienen.

§ 2. Indien de in paragraaf 1 bedoelde aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, is de hoogste bijdrage van de categorie verschuldigd.

Zodra de gegevens over de werkgelegenheid hem door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zijn meegedeeld, geeft het Agentschap een creditnota af om de reeds gefactureerde bijdrage te regulariseren.

HOOFDSTUK 10. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds aquacultuursector*

**Art. 23.** De verplichte bijdragen voor de bevordering van de aquacultuursector en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld:

1° visverwerkende bedrijven, d.w.z. elk bedrijf dat door het FAVV is erkend voor visverwerking en waarvan de zetel en de activiteiten in het Waalse Gewest zijn gevestigd, alsmede viskwekers, betalen een jaarlijkse bijdrage van :

- a) 62 euro als hun omzet minder dan 125.000 euro bedraagt;
- b) 250 euro als hun omzet 125.000 euro of meer en minder dan 620.000 euro bedraagt;
- c) 310 euro als hun omzet 620.000 euro of meer en minder dan 1.240.000 euro bedraagt;
- d) 500 euro als hun omzet 1.240.000 euro of meer bedraagt;

2° de in het Waalse Gewest gevestigde gespecialiseerde visverkooppunten en visserijbedrijven die de verkoop beoefenen, betalen een jaarlijkse bijdrage van 50 euro.

**Art. 24.** De grondslag voor de berekening van de bijdrage bedoeld in artikel 23, 1°, zijn de gegevens van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is.

Om het Agentschap in staat te stellen het bedrag van de bijdrage vast te stellen, dienen de in artikel 30 bedoelde bijdrageplichtigen op verzoek van het Agentschap per e-mail of per post en binnen 30 dagen na verzending van het aangifteformulier een aangifte over de omzet in.

Indien deze aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, wordt de bijdrage gefactureerd op basis van de gegevens van het voorgaande jaar. Indien dergelijke gegevens ontbreken, is de hoogste bijdrage van de categorie verschuldigd

#### HOOFDSTUK 11. — *Verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds biologische landbouwsector*

**Art. 25.** De verplichte bijdragen voor de bevordering van de biologische landbouwsector en de producten daarvan worden als volgt vastgesteld:

1° wie producten uit de biologische landbouw produceert, betaalt een jaarlijkse bijdrage van 38 euro;

2° marktdeelnemers die producten van de biologische landbouw verwerken of bereiden, betalen een jaarlijkse bijdrage van

a) 62 euro als hun omzet minder dan 125.000 euro bedraagt;

b) 124 euro als hun omzet 125.000 euro of meer en minder dan 250.000 euro bedraagt;

c) 248 euro als hun omzet 250.000 euro of meer en minder dan 625.000 euro bedraagt;

d) 620 euro als hun omzet 625.000 euro of meer en minder dan 1.250.000 euro bedraagt;

e) 1.239 euro als hun omzet 1.250.000 euro of meer en minder dan 2.500.000 euro bedraagt;

f) 2.479 euro als hun omzet 2.500.000 euro of meer bedraagt;

3° marktdeelnemers die als groothandel producten uit de biologische landbouw op de markt brengen, betalen een jaarlijkse bijdrage van :

a) 62 euro als hun omzet minder dan 250.000 euro bedraagt;

b) 124 euro als hun omzet 250.000 euro of meer en minder dan 500.000 euro bedraagt;

c) 248 euro als hun omzet 500.000 euro of meer en minder dan 1.250.000 euro bedraagt;

d) 620 euro als hun omzet 1.250.000 euro of meer en minder dan 2.500.000 euro bedraagt;

f) 1.239 euro als hun omzet 2.500.000 euro of meer bedraagt;

4° de verkooppunten die gecertificeerd zijn om producten uit de biologische landbouw op de markt te brengen, betalen een jaarlijkse vergoeding van 38 euro.

**Art. 26.** De grondslag voor de berekening van de bijdrage bedoeld in artikel 25, 2° en 3°, zijn de gegevens van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is.

Om het Agentschap in staat te stellen het bedrag van de bijdrage vast te stellen, dienen de bijdrageplichtigen op verzoek van het Agentschap per e-mail of per post en binnen 30 dagen na verzending van het aangifteformulier een aangifte over de omzet in.

Indien deze aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, wordt de bijdrage gefactureerd op basis van de gegevens van het voorgaande jaar. Indien dergelijke gegevens ontbreken, is de hoogste bijdrage van de categorie verschuldigd

**Art. 27.** De in artikel 25 bedoelde bijdragen zijn niet cumuleerbaar. Een persoon die meer dan één van de in deze punten genoemde activiteiten uitoefent, betaalt alleen de hoogste bijdrage.

#### HOOFDSTUK 12. — *Inning en invordering van de bijdragen*

**Art. 28.** Het Agentschap is belast met de inning van de in dit besluit bedoelde verplichte bijdragen.

**Art. 29.** Het Agentschap stelt het bedrag van de bijdragen vast op basis van alle informatie waarover het beschikt. De gegevens van andere instellingen worden verkregen overeenkomstig artikel D. 59 van het Waalse landbouwwetboek.

Het Agentschap kan elk document verkrijgen dat het in staat stelt de juistheid van verklaringen of vorderingen te verifiëren. Indien de documenten geen verificatie mogelijk maken, kan het Agentschap ook controles ter plaatse uitvoeren.

De gegevens worden door de dienst Bevorderingsfonds van het Agentschap verwerkt in overeenstemming met de Algemene Verordening Gegevensbescherming en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

De verwerkte gegevens betreffen de identificatie en de contactgegevens van de in dit besluit bedoelde bijdrageplichtigen, alsmede alle informatie die nodig is om het bedrag van de bijdrage te berekenen.

De gegevens worden gebruikt om de bijdrage vast te stellen en om met de bijdrageplichtige te communiceren.

Het Agentschap gebruikt ook de contactgegevens van de medewerker om hem alle informatie te verstrekken die verband houdt met de uitvoering van zijn taken.

Persoonsgegevens worden maximaal vijf jaar bewaard. Geanonimiseerde gegevens kunnen langer worden bewaard voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden.

**Art. 30.** Het bedrag van de bijdragen wordt door middel van een factuur aan de bijdrageplichtige meegedeeld, die het bedrag binnen 30 dagen na ontvangst van de factuur moet betalen.

Bij gebreke van betaling binnen de gestelde termijn is van rechtswege en zonder ingebrekestelling of aanmaning vertragsrente tegen de wettelijke rente verschuldigd, alsmede een vergoeding voor de werkelijk door het Agentschap gemaakte extra administratie- en inningskosten, met een minimum van 75 euro per achterstallige bijdrage.

De bijdrageplichtige die het bedrag van de factuur wenst te betwisten, dient per e-mail of per post een klacht in bij de dienst Bevorderingsfonds van het Agentschap.

**Art. 31.** De Minister van Landbouw stelt op voorstel van de Raad van Bestuur van het Agentschap de regels vast voor de vrijstelling van betaling van de bijdragen en de inningsprocedure.

**Art. 32.** In geval van gerechtelijke invordering zijn alleen de rechtbanken van Namen bevoegd.

HOOFDSTUK 13. — *Slotbepalingen*

**Art. 33.** Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Akkerbouwproducten", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2022;

2° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Tuinbouw", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2002;

3° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Veeteelt en Vlees", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2002;

4° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "zuivel", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2018;

5° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Kleinveehouderij en andere", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 augustus 2017;

6° het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Agro-voedingsmiddelen", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2022.

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2023.

**Art. 35.** De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34026]

**29 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations volontaires destinées à la promotion des produits agricoles mentionnées à l'article D. 234 du Code wallon de l'Agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.59, D.60 et D. 234 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Vu l'avis l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022 ;

Vu le rapport du 17 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis n° 116/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 3 juin 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'agence : l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité ;

2° l'apiculteur : la personne physique ou morale qui produit du miel et dont les ruches sont situées en Région wallonne ;

3° la brasserie : la personne physique ou morale qui produit ou fait produire, sur base de sa propre recette, une bière ou plusieurs bières, au moyen de ses propres installations ou des installations d'un tiers situées en Région wallonne ;

4° le demandeur : toute personne qui introduit une demande de paiement des cotisations volontaires pour bénéficier des services de l'agence ;

5° le distillateur : l'opérateur économique établi en Région wallonne qui fabrique et vend des produits obtenus par distillation ;